



JOURNAL DES VOISINS AHUNTSIC-CARTIERVILLE

journaldesvoisins.com

Journal communautaire d'Ahuntsic-Cartierville — Vol. 14, n°1 — Hiver 2025



DOSSIER AFFAIRES

PENSER GLOBALEMENT,
AGIR LOCALEMENT

10 à 19

NOUVEAU

Curieux d'immobilier?
Découvrez le podcast à Christine



<https://christinegauthier.com/podcast>

EN MANCHETTE



2025 commence
Ce qui nous attend
cette année

4



Solidarité Ahuntsic
Quelle solution
à venir ?

6



Lettre ouverte
La presse locale
en danger

9

SOMMAIRE

ACTUALITÉS	4
DOSSIER AFFAIRES	10
HISTOIRE	21
ÉDUCATION	22
IMMIGRATION	23
SPORTS	24
ADOS	25
CULTURE	26
D'ICI ET D'AILLEURS	27
ORNITHOLOGIE	28
NATURE	29
PETITS VOISINS	31

Impliquez-vous,  devenez membre !



Ensemble pour
Maurice-Richard!

HAROUN BOUAZZI
Député de Maurice-Richard

1421 rue Fleury Est, Montréal
Tél. 514 387-6314
haroun.bouazzi.maur@assnat.qc.ca

ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC



CHAMBRE DES COMMERCES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Toujours là pour
Ahuntsic-Cartierville

L'honorable Mélanie Joly
Députée fédérale

514-383-3709
melaniejoly.libparl.ca
melanie.joly@parl.ca



Gratuit!

Découvrez la valeur marchande
de votre propriété

Rendez-vous vite sur :

Christinegauthier.com

514 570-4444

Christine Gauthier inc. Société par action
d'un courtier immobilier
Christine Gauthier Immobilier, agence immobilière



Qualité de vie 274 fois merci !



Isabelle Quentin

Directrice générale,
Éditrice

Voici quelques nouvelles du JDV depuis notre dernier journal.

Je voudrais d'abord remercier les 274 donateurs qui ont répondu « présents ! » lors de notre récent appel à la solidarité en soutien à notre mission : celle de renseigner gratuitement nos concitoyens de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville avec constance, créativité, rigueur et professionnalisme à travers :

- Un journal papier incluant un dossier thématique bimestriel livré à toutes les portes résidentielles,
- 25 points de dépôts sur notre territoire,
- 6 publications électroniques par semaine,
- Dont une infolettre hebdomadaire.

Ainsi que de nouvelles façons de transmettre le fruit de nos collectes :

- Rendez-vous citoyens bimestriels à partir de nos thématiques en différents lieux de l'arrondissement,
- PDF feuilletables de nos journaux sur notre site,
- Enregistrements consultables de nos Rendez-vous citoyens sur notre chaîne YouTube,
- Publiereportages et autres produits d'information.

Ces 274 citoyens nous ont donné 42 763,60 \$ en 2024, une augmentation moyenne des dons à 80,52 \$ par personne

dont nous tirerons le meilleur parti possible. Soyez-en assurés. Cela représente environ 8 % de notre budget de fonctionnement annuel.

Recul du nombre de donateurs

Cependant, je ne peux passer sous silence, malgré cette recette supérieure en 2024, que 363 donateurs nous avaient permis d'amasser 22 176,19 \$ l'an dernier, pour une moyenne de dons de 36,90 \$. Bref, si notre récolte a été financièrement plus forte cette année, le nombre de contributeurs a significativement baissé de 25 % alors que nous sommes passés d'une livraison artisanale de 40 000 exemplaires par parution à une distribution optimale de 69 000 exemplaires par Postes Canada.

Que s'est-il donc passé ?

Ne manquez plus nos Rendez-vous citoyens !

Vous avez raté quelques-uns de nos Rendez-vous citoyens ? Nous avons créé pour vous une page Facebook où vous pourrez rester informés et même vous inscrire à nos activités : rendezvouscitoyensJDV. Cela s'ajoute à nos invitations directes et infolettres. À vous de choisir la formule qui vous convient.

Votre qualité de vie

Ahuntsic-Cartierville a la chance de profiter d'une information quasi quotidienne, gratuite, professionnelle, de grande qualité. C'est de plus en plus rare. Et, oh combien précieux, en ces moments de forte désinformation. Vous nous le faites savoir à chacune de nos rencontres. Et, chaque jour, nous travaillons très fort pour vous livrer cette information de proximité. C'est notre vie. Notre mission.

Avez-vous des idées sur notre façon de mieux faire connaître notre apport à votre qualité de vie ? N'hésitez pas à m'écrire personnellement. J'aimerais vous entendre. Écrivez-moi à : info@journaldesvoisins.com. Je vous lirai, c'est promis.



Les chuchoteuses. Sculpture de Rose Aimée Bélanger, 2022, Art public, Montréal.

Deux heureuses nouvelles

Le saviez-vous ? L'organisme Guêpe, le Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels en environnement, s'est formé il y a plus de 30 ans. Son siège social est à Ahuntsic-Cartierville depuis 1993. Ses spécialistes signent une nouvelle rubrique « Nature » dans ce numéro. Guêpe offre un large choix d'activités d'interprétation de la nature ou de plein air, gratuites et pour tous les publics, pour découvrir, comprendre et vivre la nature à Montréal, dans Charlevoix et en Estrie.

Je vous laisse sur une autre très belle nouvelle. Hassan Laghcha, notre collègue pigiste au *Journal des voisins d'Ahuntsic-Cartierville* depuis 2016, a accepté de nous rejoindre comme journaliste à temps plein ! Quel bonheur pour toute l'équipe ! Économiste, puis journaliste dans son pays d'origine, le Maroc, il apporte avec lui une grande connaissance du métier qu'il a pratiqué depuis au Québec et à Vancouver auprès de nombreux journaux et magazines. Vous le rencontrerez bientôt à nos Rendez-vous citoyens et autres événements, vous qui pouvez déjà apprécier son écriture dans nos pages. Bienvenue, Hassan.

Où trouver le JDV ?

- Librairie Monet**, (2752, rue De Salaberry)
- Maison du Pressoir** (10865, rue du Pressoir)
- Espace des possibles** (9269, rue Lajeunesse)
- L'Éuforie matinale** (391, boulevard Henri-Bourassa Ouest)
- Solidarité Ahuntsic** (10780, rue Laverdure)
- Maison du Monde** (20, rue Chabanel)
- Centre culturel et communautaire de Cartierville** (12225, rue Grenet)
- Café Le Petit Flore** (1145, rue Fleury Est)
- Le Brûloir** (343, rue Fleury Ouest)
- Café de course • Racer Café** (2103, boulevard Gouin Est)
- Café de Da** (545, rue Fleury Est)
- Restaurant Les Deux copains** (2201, rue Fleury Est)
- La Petite boulangerie** (1412, rue Fleury Est)
- Rachelle-Béry** (905, rue Fleury Est)
- Maison de la culture Ahuntsic** (10300, rue Lajeunesse)
- Place de l'Acadie** (1600, boulevard Henri-Bourassa Ouest)
- ClickSpace** (200-1, rue Chabanel Ouest)
- Bibliothèque de Cartierville** (5900, rue De Salaberry)
- Bibliothèque Salaberry** (4180, rue De Salaberry)

Impliquez-vous, devenez membre !



 **CLINIQUE DENTAIRE**
Dr Jean-Pierre Tabah

Dr Jean-Pierre Tabah, DMD
514 303-3368 | dentiste@drtabah.com

9150, boul. de l'Acadie, # 205, Montréal (Qc) H4N 2T2

Parlons affaires

Cofondateurs :

PHILIPPE RACHIELE et CHRISTIANE DUPONT

Conseil d'administration :

ANDRÉ VÉRONNEAU, président
MATHIEU DUBORD, trésorier
PIERRE FOISY, secrétaire
MAYSOUN FAOURI, LUCIE PILOTE,
CAROLE LABERGE, administratrices
ISABELLE QUENTIN, éditrice

Équipe :

ISABELLE QUENTIN, éditrice
MARTIN RODRIGUE, conseiller aux ventes
CAROLINA VILLAMEDIANA,
adjointe administrative
AMINE ESSEGHIR, journaliste IJL
MARIE-HÉLÈNE PARADIS, journaliste
HASSAN LAGHCHA, journaliste
CLARENCE ROBITAILLE-MELOCHE,
journaliste stagiaire

Collaborateurs :

JACQUES LEBLEU
BENOÎT DOSSEH
MARTIN PATENAUE-MONETTE
LUCIE PILOTE
JEAN POITRAS
ANNE MARIE PARENT
ANNE-FRÉDÉRIQUE PRÉAUX

Production :

YVAN BÉLISLE, graphiste
ÉVELYNE DESHAIES, graphiste
BÉATRICE M. RICHERT, réviseuse

Impression :

TRANSCONTINENTAL INC.

Distribution :

POSTES CANADA

Dépôt légal :

BNQ ISBN/ISSN 1929-6061

Pour nous contacter :

INFO@JOURNALDESVOISINS.COM
PUPITRE@JOURNALDESVOISINS.COM
514 424-6654

Photo de la Une : JDV / AMINE ESSEGHIR



Amine Esseghir

Journaliste IJL

Traiter des questions économiques à Ahuntsic-Cartierville est nécessaire. Cela est d'autant plus pressant que l'on insiste pour consommer et investir localement.

Les quartiers de l'arrondissement ont toujours eu des ambitions quand il s'agissait d'affaires. Situés dans le nord de Montréal, ils sont accessibles et disposent d'atouts appréciables pour des entrepreneurs qui veulent sortir des sentiers battus et du centre-ville.

On a longtemps cru faire un nouveau Mile End à Chabanel. Le vieux Mile End, ancien quartier industriel, est devenu le cœur battant technologique de Montréal. Dans ce secteur du Plateau, la désertion des anciens bâtiments a permis de créer des lofts qui accueillent des entreprises innovantes alors que plus personne ne savait quoi faire de ces millions de mètres carrés laissés vides. La similitude avec le secteur Chabanel saute aux yeux; pourtant, elle s'arrête aux pieds de nos anciennes manufactures textiles désaffectées.

Copier une méthode qui a bien fonctionné ailleurs n'était pas nécessairement la chose la plus adaptée à Ahuntsic-Cartierville. Il y a certes des entreprises technologiques dans Chabanel, mais il n'y a pas que cela.

Il y a surtout une société de développement commercial, une SDC, qui, pour le moins, dispose d'une vision. Après avoir exploré plusieurs voies, Chabanel semble avoir trouvé une avenue plus sûre. Plus le territoire est grand et le parc immobilier immense, plus une SDC doit être ambitieuse et aller bien au-delà de la promotion d'une image de marque. Il semble que la SDC District Central a bien compris cela.

Alors qu'elle fêtera ses dix ans en 2016, elle ne cesse de rendre le quartier attractif tout en absorbant au fur et à mesure des espaces locatifs qui étaient désespérément déserts depuis des lustres.

Une innovation qui fait rêver

L'ambition d'Ahuntsic-Cartierville d'attirer des investissements, mais aussi de nouvelles idées, se manifeste là où on ne l'attend pas forcément. La création de la Centrale agricole dans le quartier, dans un ancien immeuble industriel, a permis de créer un laboratoire à grande échelle pour expérimenter une autre façon de se nourrir, mais aussi de nouvelles manières de valoriser des déchets.

On y trouve des produits alimentaires à partir d'insectes, également des champignons en ville, du cidre urbain, du poisson élevé dans une « piscine », des fruits et légumes sauvés de l'enfouissement pour en faire des produits consommables. On croirait rêver.

Dynamiser le commerce local

Des SDC, il y en a trois autres à Ahuntsic-Cartierville. Celle de Fleury-Est vient juste d'être créée. Désirée autant par l'administration municipale que par les commerçants, elle aura, comme les autres, la mission de dynamiser des quartiers qui n'attendent que cela.

Les SDC sont de véritables vigiles du commerce local. Mais, plus encore, quand le citoyen consommateur est appelé à dépenser ses précieux sous à quelques pâtés de maisons de son domicile. Certes, elles n'investissent pas dans la création d'affaires, mais elles doivent donner envie aux investisseurs de s'engager là où elles se trouvent.

Que dire du secteur commercial du boulevard Gouin Ouest, à Cartierville? Situé entre l'hôpital du Sacré-Cœur et la rue Cousineau, c'était une destination privilégiée lorsqu'était encore ouvert le parc Belmont, fermé en 1983. Puis, l'une des enseignes les plus prestigieuses du quartier, la pâtisserie Gascogne, a fermé ses portes et cloué le cercueil d'un secteur commercial qui sombrait tranquillement dans la décrépitude. Aujourd'hui, une association de commerçants, l'Association des gens d'affaires de Gouin Ouest, tente de redonner du souffle et du dynamisme à cette zone.



AMECO
PARCOURS D'INITIATION À L'ÉCONOMIE
COMMERCIALE DU QUÉBEC
Tirage certifié

PME
— MTL
CENTRE-OUEST

Certifié PEFC
Ce produit est issu
de forêts gérées
durablement de
sources contrôlées
PEFC
PEFC01-31-106
www.pefc.org

Québec

Initiative de
journalisme local

Financé par le
gouvernement
du Canada

Canada

Nous reconnaissons la contribution
financière de Patrimoine Canada

Vous pouvez afficher le logo « pas de publicité »
(ci-contre) et vous continuerez de recevoir
votre journal papier. Si vous souhaitez que
votre adresse soit retirée de notre circuit de
distribution, écrivez-nous.



Ce qui vous attend en 2025



Amine **Esseghir**

Journaliste IJL

Sans vouloir jouer les devins, le *Journal des voisins* vous présente une liste des chantiers projetés et des événements attendus cette année.

Henri-Bourassa

Les travaux de la deuxième phase du corridor de mobilité durable sur Henri-Bourassa seront lancés ce printemps. L'aménagement d'une piste cyclable et d'un couloir prioritaire pour bus sur les voies de circulation existantes sera réalisé entre la rue Saint-Firmin et la limite est de l'arrondissement, sur le boulevard Saint-Michel.

Le premier segment de ce corridor entre l'avenue Marcelin-Wilson et la rue Lajeunesse a été mis en service en décembre, mais



Le boulevard Henri-Bourassa sera encore en chantier pour la poursuite des aménagements du corridor de mobilité durable.

Photo : JDV / Philippe Rachiele

des travaux doivent encore être effectués pour achever cette première étape.

Ces aménagements ont suscité la grogne de riverains, notamment des commerçants qui déplorait la disparition totale du stationnement sur le boulevard Henri-Bourassa.

La Ville avait annoncé vouloir transformer, d'ici 2027, le boulevard

Henri-Bourassa en corridor de mobilité durable sur une distance d'environ 18 kilomètres entre l'autoroute 40 et le boulevard Lacordaire, favorisant ainsi le transport collectif et actif.

Les deux « Louvain »

Le terrain de l'Écoquartier Louvain, situé entre les rues Saint-Hubert, Louvain Est et le boulevard Christophe-Colomb, est en travaux, notamment avec la déconstruction des anciennes bâtisses.

Le 9515, rue Saint-Hubert, un bâtiment municipal désaffecté attendant au terrain, sera démoli et remplacé par un nouveau centre communautaire, qui devrait être construit dans les années à venir. Probablement qu'avant la fin de l'année seront lancés les travaux pour la construction d'un premier immeuble de 325 unités, projet de la Société de développement Angus à achever en 2027.

Le futur Écoquartier Louvain comprendra 800 à 1000 logements abordables, dont la moitié seront des logements sociaux et communautaires. Il sera développé sur une ancienne cour de voirie de 7,7 hectares appartenant à la Ville.

Le 50-150 Louvain Ouest, l'autre grand terrain disponible à Ahuntsic-Cartierville, devrait pour sa part voir l'installation de bâtiments modulaires temporaires. Destinés à héberger une trentaine

de personnes en situation précaire, ces logements sont prévus pour une durée maximale de cinq ans. Les résidents pourront y séjourner jusqu'à deux ans et auront accès à des installations sanitaires et à des services d'accompagnement, notamment pour obtenir des logements définitifs.

Le terrain est destiné à un développement immobilier important et à la construction

d'une nouvelle cour de voirie et de locaux divers pour la Ville de Montréal.

Deux élections

Les citoyens seront appelés à choisir leurs élus municipaux le 2 novembre. Les élections générales municipales auront lieu dans tout le Québec. Valérie Plante, mairesse de Montréal, a annoncé qu'elle ne briguera pas un troisième mandat. Emilie Thuillier, mairesse sortante de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, se représentera quant à elle à sa propre succession.

Il est aussi fort probable que les électeurs soient convoqués aux urnes pour des élections fédérales.

Elles étaient initialement prévues à l'automne, au plus tard le 20 octobre. Toutefois, le Nouveau parti démocratique (NPD) a rompu l'entente qu'il avait avec le Parti libéral du Canada (PLC) minoritaire et a promis de faire tomber le gouvernement à la première occasion, rejoignant les autres

partis d'opposition. Des élections organisées au printemps sont quasiment inévitables.

La circonscription fédérale d'Ahuntsic-Cartierville est détenue par Mélanie Joly, actuelle ministre des Affaires étrangères depuis 2015.

À l'extrémité est de l'arrondissement, couverte par la circonscription de Bourassa, Emmanuel Dubourg, élu depuis 2013, a annoncé qu'il ne se représentera pas pour le prochain scrutin.

Des parcs en chantier

La proposition de réaménagement du parc du Sault-au-Récollet a été proposée aux citoyens au printemps dernier. Ce chantier impliquera des rénovations majeures.

Le parc Lefebvre à Cartierville sera également en travaux. Lors de la consultation de la population au printemps passé, il a été clairement signifié que les travaux du bassin Lavigne ont eu des incidences graves sur le parc. Outre sa remise en état, le parc devrait voir l'ajout de mobilier. Des citoyens consultés ont suggéré également l'aménagement d'un terrain de soccer sur l'aire de jeu libre existante.

Au parc Roland-Giguère, l'aire de jeu sera modernisée alors qu'au parc Marcelin-Wilson une placette permanente sera aménagée.

Une digue près de la rivière des Prairies

Attendu depuis 2017, après les premières graves crues printanières du 21^e siècle, l'ouvrage de protection contre la crue sur la rue Crevier devrait être en chantier à la fin de l'été.

Il faut savoir qu'à la moindre alerte de crues importantes, l'arrondissement mobilise d'importants moyens pour disposer des sacs de sable et des digues temporaires afin d'éviter les inondations.

L'arrondissement attendait l'autorisation du gouvernement pour pouvoir avancer dans ce projet.



Les inondations successives ont convaincu l'arrondissement de réaliser une digue permanente pour protéger les rues des crues de la rivière des Prairies. Photo : JDV / archives.

Mur Simon-Sicard

L'impact environnemental de la rénovation



Amine **Esseghir**

Journaliste IJL

Hydro-Québec a soumis ses documents au ministère de l'Environnement en vue d'une consultation publique en environnement pour les travaux de renforcement du mur de soutènement en amont du barrage Simon-Sicard.

Les épais documents, plus de 500 pages entre rapport et annexes, ont été déposés en décembre et rendus publics le 22 janvier. Les travaux devraient être effectués entre 2027 et 2029, et le coût du projet est estimé actuellement à 86 millions \$.

Construit en 1929, le mur de 1,3 km en amont du barrage Simon-Sicard a connu une première phase de rénovations réalisée rapidement en 2018 et 2019 sur trois sections, en raison de l'importante détérioration qui le touchait.

Hydro-Québec avait effectué un enrochement, sur la rive et dans l'eau, pour soutenir le mur sans étude d'impact environnementale en raison de l'urgence des interventions. Or, le résultat a suscité la colère du public, qui était privé de l'accès à l'eau de la rivière des Prairies et se voyait imposer un remblai de pierres grises aux allures lunaires.

Le projet actuel vise à réhabiliter les parties restantes, soit 730 m, toujours par enrochement, pour respecter les normes de sécurité des barrages. Trois secteurs sont concernés : le parc Louis-Hébert, la résidence Ignace-Bourget et l'église de la Visitation.

Consultation éventuelle

L'étude d'impact sur l'environnement est soumise au ministère de l'Environnement en vertu de l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Elle vise à obtenir les autorisations gouvernementales pour la réalisation du projet.

« Maintenant, l'étude d'impact n'a pas encore été jugée recevable. Au cours des prochaines semaines, prochains mois, on recevra des séries de questions du ministère auxquelles on devra répondre », a précisé Jonathan Laporte, conseiller pour les relations avec le milieu chez Hydro-Québec, en entrevue avec le *Journal des voisins* (JDV).

Les réponses aux questions seront également rendues publiques. Puis le ministre émettra l'avis de recevabilité ou de non-recevabilité. « À partir de là, on pourra enclencher le processus du Bureau d'audience publique en environnement (BAPE), c'est-à-dire la réception de mémoire, la réception d'informations, et l'audience publique si nécessaire », a précisé M. Laporte.

Les audiences publiques ne sont pas automatiques, même si le promoteur, Hydro-Québec dans ce cas, les demande. « Nous, à Hydro-Québec, on évalue les options pour savoir si nous demanderons des audiences publiques ou non », a souligné M. Laporte. Depuis la levée de boucliers des citoyens après les travaux de remblaiement, la compagnie d'électricité n'a eu de cesse de présenter son nouveau projet et de discuter des options d'aménagement avec le public.

Une placette a été également aménagée au bout de la rue Fort-Lorette pour offrir un point de vue sur l'eau aux citoyens.

Une promenade riveraine de la Ville

L'une des demandes des citoyens pour améliorer l'environnement de cette infrastructure est la réalisation d'une promenade riveraine le long des berges jouxtant le remblai que réalise Hydro-Québec. La proposition a séduit les élus de tous les paliers de gouvernement, qui ont soutenu publiquement l'idée.

Pour la Ville et l'Arrondissement, le projet est toujours d'actualité. Un tronçon de sentier, entre l'église de la Visitation et la placette de Fort-Lorette, pourrait bien être réalisé à plus ou moins courte échéance. En fait, depuis deux ou trois ans, l'administration municipale travaille pour voir comment aménager ce passage.

« Plusieurs lots doivent être traversés par le sentier piétonnier et il y a des portions qui n'appartiennent pas à la Ville », a indiqué Jérôme Normand, conseiller de Ville du Sault-au-Récollet, au JDV. La Ville a mandaté un notaire pour déterminer les lots en question et identifier leurs propriétaires. Un budget a été également estimé pour voir si le sentier sera aménagé sur ces terrains en servitude ou par expropriation. « C'est une estimation des coûts pour négocier une fermeture de passage ou négocier carrément une acquisition », a souligné M. Normand.



Le nouvel enrochement prévoit un aménagement en palier au parc Louis-Hébert favorisant l'accès à l'eau. Photo : Courtoisie Hydro-Québec.

Bien entendu, le projet devra être mené en collaboration avec Hydro-Québec, mais pas sur l'emprise de l'enrochement. « À partir du moment où la Ville prendrait le leadership, ce serait fait sur les terrains, c'est-à-dire sur les côtés rives », a précisé M. Normand. Cet aménagement n'est d'ailleurs mentionné nulle part dans les documents soumis par Hydro-Québec.

« Nous ne serons pas le promoteur d'un tel projet, puisqu'il ne concorde pas avec la mission de base d'Hydro-Québec, qui est de produire, transporter et distribuer de l'électricité verte », a averti Jonathan Laporte. Une position publiquement exprimée en septembre 2022. Toutefois, la compagnie se dit prête à collaborer avec tout promoteur qui souhaite réaliser le projet. « Hydro-Québec travaillera en collaboration afin d'harmoniser nos infrastructures et notre projet avec le leur, pourvu que les différents propriétaires et institutions présents le long de la rive soient aussi impliqués dans le projet », a assuré M. Laporte.

Une solution à venir pour Solidarité Ahuntsic ?



Marie-Hélène Paradis

Journaliste

Deux rencontres entre le ministère de l'Éducation et Solidarité Ahuntsic ne donnent pas les résultats espérés. Une communication du directeur de Solidarité Ahuntsic aux organismes du centre met en lumière les résultats des discussions.

Rémy Robitaille informe les organismes qu'une nouvelle procédure judiciaire contre les treize organismes du centre est entamée par le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM). Il indique dans la communication envoyée aux organismes « qu'il ne

La 2^e rencontre

Après plusieurs refus pour une rencontre avec le ministère de l'Éducation (MEQ), Solidarité Ahuntsic a pu rencontrer les représentants gouvernementaux.

La 2^e rencontre avec le MEQ a eu lieu le lundi 3 février. Le résultat de la vérification du MEQ qu'avait demandée Solidarité Ahuntsic — à savoir si toutes les possibilités avaient été envisagées — n'a pas donné les résultats escomptés. Les représentants du MEQ ont affirmé que le bâtiment du Centre communautaire Ahuntsic était bel et bien la seule solution pour le CSSDM. Dans ces circonstances, ils ont indiqué qu'ils n'interviendraient pas contre la reprise du bâtiment.

Un compromis possible

Le directeur de Solidarité Ahuntsic a offert au MEQ et au CSSDM un partena-

riat inédit avec les groupes communautaires qui occupent le centre. « L'offre consiste, pour débiter, à leur offrir gratuitement l'équivalent de six classes de francisation. Ils n'auraient pas non plus à couvrir les frais de conciergerie et de sécurité. Grâce à la présence des organismes communautaires, des services d'aide et d'accompagne-

ment pourraient également être offerts aux étudiants du CSSDM (aide au logement, halte-garderie, dépannage alimentaire, etc.). Il s'agit d'une offre de partenariat "gagnant-gagnant", même pour les futurs étudiants du CSSDM. » Il reste à voir si les représentants gouvernementaux donneront suite à l'intérêt manifesté. Une nouvelle rencontre aura lieu dans les prochaines semaines.

Rappel des faits

Le contentieux juridique de Solidarité Ahuntsic avec son bailleur, le CSSDM, porte sur 600 000 \$ d'arriérés de loyer. En fin d'année, ce dernier a émis un avis de fin de bail prenant effet au 27 décembre 2024.

Or, à ce jour, les 13 organismes communautaires logés au Centre communautaire Ahuntsic continuent de fournir leurs services à une population estimée annuellement à 25 000 usagers.

La mobilisation

À sa dernière assemblée générale, qui s'est déroulée le 21 janvier dernier au centre communautaire, rue Laverdure, Solidarité Ahuntsic a pu constater lors de la table de concertation intersectorielle la détermination de ses troupes, venues en grand nombre.

Au cours de cette assemblée, les personnes présentes croyaient que ce serait une « ordonnance de sauvegarde » qui serait le moyen envisagé par le CSSDM pour évincer les organismes.

Plusieurs propositions de mobilisation sont évoquées à la réunion. Une personne de l'assistance propose de rédiger un

communiqué de presse hebdomadaire pour tenir informés les membres et la population des démêlés en cours. Une deuxième mise sur la création d'une banque de données afin de mobiliser la population locale en grand nombre le moment venu. Pourquoi ne pas organiser une manifestation devant la station de métro Henri-Bourassa, suggère une troisième.

Une quatrième intervenante évoque la possibilité d'occuper les lieux si une décision défavorable survient prochainement. « Des comités de logement l'ont fait avant nous, argumente-t-elle. C'est un espace essentiel, c'est tout le tissu social qui est menacé. » Enfin, dans le public, une sixième voix se fait entendre : « Pourquoi ne pas utiliser des formulaires Google [Google Forms] pour solliciter les usagers afin qu'ils joignent une photo d'eux avec une pancarte indiquant une raison pour laquelle il est nécessaire de maintenir nos activités ici? »


Comme en témoigne l'effervescence émanant de l'assemblée, de toute évidence, l'épée de Damoclès suspendue au-dessus des représentants du milieu communautaire crée une inquiétude palpable.

« Nous avons mis en place un comité pour une mobilisation générale pour lancer des actions, c'est la seule façon de résister face à l'adversité », explique Brigitte Robert, responsable des communications de Solidarité Ahuntsic. →



Immeuble Solidarité Ahuntsic. Photo : JDV / archives.


s'agit pas d'une ordonnance de sauvegarde, comme nous l'attendions, mais plutôt d'une injonction interlocutoire. La grande différence entre ces deux procédures est que la dernière est beaucoup moins rapide et nécessitera plusieurs semaines, voire des mois, avant d'aboutir sur une audience et un jugement. Il indique aussi que les avocats de la défense travaillent déjà sur le dossier.



CLINIQUE DENTAIRE

DR GUILLAUME LAVOIE

CHIRURGIEN DENTISTE



Approche personnalisée

Gamme complète de soin dentaires incluant les implants

Plus de 15 ans d'expérience

Fournisseur du Régime Canadien de Soins Dentaires

Stationnements réservés

drglavoie@outlook.com

4529, rue de Castille, Montréal-Nord

514 322-8720

Un plan de déménagement en cours

«Nous, c'est-à-dire tous les élus du quartier, à tous les niveaux, le provincial, le fédéral, le municipal, nous interpellons le gouvernement du Québec, indique, de son côté, au *Journal des voisins* la mairesse d'Ahuntsic-Cartierville, Emilie Thuillier. Les 13 organismes qui sont ici [rue Laverdure] donnent des services exceptionnels et essentiels à la communauté et doivent rester là jusqu'à ce qu'ils trouvent un autre endroit.»

Emilie Thuillier poursuit : «Nous avons déjà un autre plan, nous travaillons dessus. Ce n'est pas dans 15 ans, puisqu'il s'agit du 9515 Saint-Hubert, que la Ville va démolir dans les prochains mois. Nous avons changé le zonage dans cette optique. Le projet de centre communautaire est déjà accepté au niveau de l'urbanisme. La Société de développement Écoquartier Louvain (SDÉL) est en train de chercher le montage financier. Par conséquent, il existe bien un plan pour un déménagement. Nous demandons que le centre communautaire reste ici, le temps de pouvoir déménager.»

D'ailleurs, complète-t-elle, «le CSSDM nous a dit qu'après la reprise des lieux, trois ans de travaux au minimum seraient néces-

saies pour faire des classes de francisation. Selon ses normes, il ne peut pas arriver demain matin et faire ce genre d'activités, car l'édifice est vétuste».

En somme, «si c'est si urgent que ça, le gouvernement du Québec doit prendre acte et donner l'argent nécessaire au CSSDM pour louer ailleurs. Dans l'arrondissement, il existe des locaux beaucoup plus adéquats avec une accessibilité universelle et des ascenseurs».

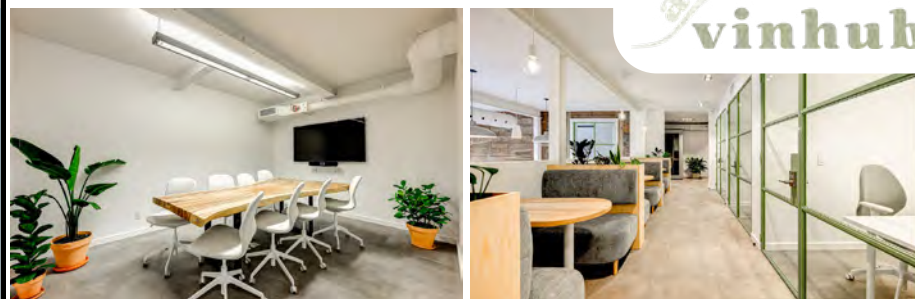
Le député de l'Acadie, André A. Morin, est lui aussi en accord avec le fait qu'il est nécessaire de laisser du temps pour trouver une solution. «Puis, si vous vous rappelez la lettre que les élus ont signée, ce qu'on demandait au fond au gouvernement du Québec, c'était du temps pour qu'il y ait un autre local disponible pour aider les populations vulnérables et les gens marginalisés», rappelle le député.

Haroun Bouazzi, député de Maurice-Richard, soutient lui aussi depuis le début les demandes de Solidarité Ahuntsic. Il craint entre autres choses la perte du filet social et communautaire du quartier.

Collaboration Amine Esseghir et Nora Azouz.

L'espace de coworking d'Ahuntsic

- bureaux fermés pour 2 à 6 personnes
- espace aire ouverte à partir de 250\$ / mois
- 2 salles de réunion pour 10 et 14 personnes avec système de vidéoconférence



80 rue Fleury ouest

info@auvinhub.ca

EN ACHETANT SUR FLEURY OUEST,
je soutiens ma communauté!

Un message de vos commerçants et professionnels de Fleury Ouest,
de Saint-Laurent à Meilleur!



Montréal 

Ahuntsic-Cartierville
Montréal 

 Desjardins
Caisse du Centre-nord
de Montréal

quartierflo.com



Projet pilote pour les nouveaux arrivants



Anne Marie **Parent**

Journaliste

Le Journal des voisins a reçu un communiqué du Conseil des métiers d'art du Québec (CAMQ) concernant une initiative de formation professionnelle en collaboration avec l'École d'ébénisterie d'art de Montréal, située à Ahuntsic-Cartierville.

Notre curiosité ayant été piquée, nous avons voulu en savoir plus sur ce programme destiné aux nouveaux arrivants. Nous avons contacté Aline Jegou, chargée de projets de développement professionnel du CAMQ.

■ JDV: Pouvez-vous nous décrire le projet pilote Parcours nouveaux arrivants, svp ?

AJ : Face à l'enjeu de l'immigration importante à Montréal, le Conseil des métiers d'art du Québec propose un parcours spécifique aux nouveaux arrivants qui possèdent une expérience du travail du bois d'au moins cinq ans dans leur pays. Pour illustrer ce métier, imaginez une maquette de maison tout équipée, que l'on vire à l'envers. Tout ce qui en tombera est de l'ébénisterie ! [Donc, les meubles, objets décoratifs, tables, chaises... tandis que les murs et plafonds relèvent de la menuiserie.]

Cette formation professionnelle d'une durée de trois mois sera offerte gratuitement

à huit artisanes et artisans récemment arrivés au Québec, afin de les soutenir dans leur intégration au marché du travail. Ils recevront également une compensation financière.

■ En quoi cette formation pourrait-elle intéresser les résidents d'Ahuntsic-Cartierville ?

Pour notre première cohorte, nous allons nous concentrer sur le métier d'ébéniste, mais par la suite nous pourrions avoir des projets pour d'autres métiers d'art, comme la joaillerie, la couture, le verre, etc.

Pour ce faire, nous nous sommes entourés de partenaires qualifiés, prêts à accueillir et à former les artisans. Pour le volet technique, notre choix s'est porté sur l'École d'ébénisterie d'art de Montréal (ÉÉAM), rue Chabanel à Ahuntsic. D'ailleurs, l'arrondissement compte beaucoup d'organismes d'aide aux immigrants où nous irons distribuer des feuillets d'information pour trouver des candidats intéressés à prendre part à notre projet pilote.

■ C'est intéressant pour la proximité, si des résidents d'Ahuntsic-Cartierville sont choisis! Avez-vous déjà trouvé les participants de cette première cohorte ?

Pas encore, puisque la période de candidature se termine le 28 mars. [Les personnes intéressées sont invitées à s'informer et à

remplir un formulaire d'inscription, qui vient en quatre langues : français, anglais, espagnol et arabe.]

Il faudra ensuite choisir huit candidates et candidats, afin qu'ils commencent leur formation en avril.

■ À quoi pourront-ils s'attendre ?

Durant trois mois, les artisans ébénistes choisis auront droit à :

- Une formation technique pour adapter leur savoir-faire aux réalités des métiers d'art au Québec. Durant le premier mois, ils renforceront leurs connaissances techniques et travailleront sur des projets de base afin de créer une collection créative, qui sera exposée en décembre au Salon des métiers d'art du Québec à Montréal.
- Un volet de francisation, avec un professeur qui se concentrera sur le vocabulaire lié au secteur. Par exemple, comprendre les consignes de sécurité, savoir prendre des commandes, rédiger un devis, etc.
- Un accompagnement professionnel sur deux axes : salarial et entrepreneurial. L'immersion dans l'écosystème des métiers d'art du Québec visera à développer un réseau professionnel et une compréhension des codes du marché local. Au Québec, une majorité d'artistes et d'artisans sont des travailleurs autonomes qui créent leur propre entreprise. Nous avons demandé à l'École des entrepreneurs du Québec de couvrir ce volet pour les aider à développer leurs compétences entrepreneuriales.



Travail du bois. Photo fournie par le CAMQ : Mikhail Nilov / Pexels.com.

■ Qui a eu l'idée du projet Parcours nouveaux arrivants ?

Dans sa volonté de diversifier son action et de valoriser le savoir-faire venus d'ailleurs, le CAMQ s'est inspiré du projet français La Fabrique Nomade. Fondé en 2016, cet organisme promeut le savoir-faire des artisans immigrants et réfugiés en France, tout en valorisant leurs compétences professionnelles. En résumé, des échanges entamés en 2022 entre Inès Mesmar, directrice de La Fabrique Nomade, et Julien Silvestre, ancien directeur général du CAMQ, ont conduit à la création du projet pilote « Parcours nouveaux arrivants : intégrer le secteur des métiers d'art au Québec ». Il reçoit du soutien financier du gouvernement du Québec, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, dans le cadre de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ).

J'espère que vous aurez des participants de notre arrondissement et que ce projet pilote sera un succès!

Information : Tél. : 514 861-2787, poste 213.
Site web : metiersdart.ca

L'OEUFORIE
matinale

L'OEUFORIE MATINALE
Déjeuners & Diners

514-419-3922
391 Boul. Henri-Bourassa Ouest
Montréal, QC, H3L 1P2

@restaurantoeuforiematinale

Agissons ! Lettre à François Legault

En décembre 2024, notre billet intitulé « Le papier de nos journaux » vous présentait l'infamante trilogie qui concourt au sous-financement et à l'effritement des informations locales depuis quelques années.

Le 27 janvier 2025, s'adressant directement au Premier ministre du Québec, François Legault, le président de l'Association des médias écrits communautaires du Québec, dont le *Journal des voisins d'Ahuntsic-Cartierville* est membre, dénonce la situation et exprime tout haut l'urgence d'agir.

Prix Meilleur journal communautaire du Québec 2024

Merci à l'AMECQ et à son jury. Ce prix nous stimule à tenter de faire toujours mieux, année après année. Il rejaillit sur toute notre communauté et stimule notre équipe.

Que dire de plus!



86, boulevard des Entreprises, bureau 206
Boisbriand (Québec) J7G 2T3
514 383-8533 1 800 867-8533
www.amecq.ca
medias@amecq.ca

À Monsieur François Legault
Premier ministre du Québec

Confrontés à un manque de financement et à un manque de revenus publicitaires, les médias écrits communautaires imprimés sont-ils appelés à disparaître ? Le Gouvernement du Québec s'apprête-t-il à tuer l'information locale ?

Le manque de financement dû à la diminution considérable de l'achat publicitaire gouvernemental semble l'indiquer. En 2022-2023, les journaux communautaires n'ont reçu que 78 776 \$ en publicité gouvernementale, ce qui représente 0,02 % de la publicité allouée à l'ensemble des médias au Québec. 37 576 \$ en 2023-2024, soit 0,04 % de la publicité gouvernementale. Mais où va donc la publicité gouvernementale ? Elle se dirige vers tout ce qui n'est pas imprimé : la radio, la télévision et, bien sûr, les médias sociaux.

Le gouvernement semble vouloir faire prendre aux journaux un virage numérique sans cependant leur en fournir les moyens. Il faut savoir que ce n'est pas du tout rentable, du moins pas pour l'instant. Plusieurs de nos journaux n'ont pas de site adéquat, ou pas encore de personnel expérimenté pour effectuer des mises à jour régulières.

Et que dire des tarifs de 310.44 \$ la tonne métrique que les journaux de format tabloïd devront payer en 2025 à Éco Entreprises Québec ! L'information locale n'est pas une boîte de céréales ou un contenu de jus que l'on met dans le bac bleu. L'information n'est pas de la pollution ! De plus, dans le cadre du Programme d'aide aux médias communautaires pour 2024-2025, la majorité des journaux communautaires ont vu leurs subventions diminuer.

Au cours de la dernière année, cinq journaux communautaires ont mis fin à leur publication. Certains sont en réflexion, à savoir s'ils entreprendront leurs activités uniquement sur le web ou s'ils fermeront tout simplement. D'autres se demandent s'ils seront encore là dans quelques mois. Est-ce qu'il y a encore de la place pour les journaux communautaires au Québec ? Il faut que cesse cette hémorragie !

Nous demandons que le Gouvernement du Québec investisse davantage de publicité gouvernementale dans les médias communautaires; que les journaux communautaires soient exemptés de la taxe sur la récupération; que les subventions gouvernementales dans le cadre du programme d'aide aux médias communautaires tiennent compte de la fragile réalité des journaux communautaires.

Sauvons la presse écrite communautaire !

Le président de l'AMECQ,

Joël Deschênes

c. c. : Marc Tanguay, chef par intérim du Parti libéral du Québec
Ruba Ghazal, co-porte-parole de Québec solidaire
Paul Saint-Pierre Plamondon, chef du Parti Québécois

Le renouveau de Chabanel



Amine Esseghir

Journaliste IJL

La Société de développement commercial (SDC) District Central est tel un navire amiral quand il s'agit de parler de développement économique à Ahuntsic-Cartierville.

Le district Central regroupe près de 2200 commerçants et gens d'affaires qui s'activent sur 2 322 576 m² (25 000 000 de pi²) dans le quadrilatère formé par le boulevard Saint-Laurent, la rue Sauvé et les autoroutes 15 et 40. Ce district est le quatrième pôle d'emplois de l'île de Montréal, et la SDC vouée à son développement est la troisième en importance parmi les 23 fondées à ce jour dans la métropole.

À sa naissance, en 2016, il était difficile de prévoir la transformation de cette SDC. Elle faisait face au rejet d'un nombre important d'opérateurs économiques appelés à en faire partie. Ils refusaient de payer la cotisation annuelle obligatoire, jugée dispendieuse, et demandaient carrément la dissolution de l'organisation. C'est après des négociations difficiles qu'elle a finalement vu le jour, en réduisant notamment le niveau de cotisation des petits artisans.

Aujourd'hui, non seulement l'organisme gère un territoire commercial qui suscite de l'intérêt, voire de l'enthousiasme, mais il développe une vision qui fait sortir ce secteur de sa torpeur.

« Nous mettons tout en œuvre pour créer un milieu bénéfique à tout le monde, un environnement d'affaires propice aux entrepreneurs, un lieu de vie agréable pour les travailleurs, qui sont aussi parties prenantes. Lorsque le client se présente ici, il faut que la promesse soit remplie, car les attentes sont nombreuses. Il faut des espaces pour se reposer, pour manger dehors, pour se divertir; il faut aussi de la signalisation, et créer de l'activité commerciale », signale Geneviève Dufour, directrice générale adjointe de la SDC District Central.

La SDC couvre notamment le secteur Chabanel, longtemps appelé « le bout de la

guenille » avant de devenir le « quartier de la mode ». Ce secteur revient de loin.

Au début des années 1980, Chabanel employait 30 % des travailleurs du textile à Montréal. À la fin des années 1990, le quartier n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été. L'essor des marchés mondiaux du textile, particulièrement asiatiques, a entraîné l'émergence d'une nouvelle concurrence qui a contribué à la décrépitude du secteur. Des millions de mètres carrés ont été désertés. Le soir, le quartier faisait peur, tant il était désert.

Résurrection

Pourtant, ce qui semblait un handicap a pu devenir un atout.

« Le district Central demeure l'un des rares quartiers industriels à Montréal dont les loyers sont encore abordables », relève M^{me} Dufour.

La relance du quartier, sans ignorer l'histoire, se fonde sur des idées et des ambi-

tions innovantes, notamment le commerce industriel.

« Le commerçant industriel vend directement au consommateur. Ce peut être soit en ligne, soit par un réseau de distribution ou, par exemple, directement dans les ateliers-magasins. Ce modèle d'affaires est valable pour les grossistes, les fabricants, les distributeurs et d'autres [acteurs] qui pourraient amener leur modèle d'affaires à évoluer pour s'inscrire dans cette tendance-là », observe M^{me} Dufour.

La SDC cherche aussi de nouvelles tendances et de nouvelles approches en affaires.

« Nous voulons devenir un territoire de référence et d'affaires pour le circuit court. Le territoire compte 218 entreprises de cette nature, entre autres dans le secteur Sauvé. Nous travaillons plus intensément sur le concept de commerce industriel depuis 2022 », promet M^{me} Dufour.



La rue Chabanel Ouest change de visage et devient une destination pour les affaires à Montréal.

Photo : Amine Esseghir / JDV

District Central en chiffres

- Superficie du territoire : 3 km².
- Cinq secteurs géographiques : Chabanel, Marché central, Sauvé, Saint-Laurent, Acadie.
- Cadre bâti (espaces commerciaux non résidentiels) : 22 322 576 m² (25 000 000 de pi²) avec un taux d'occupation de 86 % et une diminution de superficie vacante de 22 % depuis 2017.
- Nombre d'entreprises : 2170.
- En design : 802.
- En textile (mode) : 676.
- Manufacture urbaine : 455.
- Technologie : 177.
- Commerces : 438.
- Restaurants : 96.

(source : SDC District Central)

Michel Vaillancourt, II.b.

Notaire et conseiller juridique



10965 boul. Saint-Laurent, Montréal (Québec) H3L 2R2
Tél.: (450) 622-9340 • Télécopieur: (450) 622-4397
www.notairesvaillancourt.com • vaillanm@notarius.net

EFFIE GIANNOU

Conseillère de la Ville dans Ahuntsic-Cartierville
District Bordeaux-Cartierville
Vice-présidente du conseil municipal

City councillor in Ahuntsic-Cartierville
District Bordeaux-Cartierville
City council vice-chair

*Ici pour vous aider !
Here to help !*

514-872-2246

effie.giannou@montreal.ca

Ahuntsic-Cartierville
Montréal

555, rue Chabanel Ouest
Montréal (Québec) H2N 2H8
montreal.ca



Rendre le District Central plus attractif

À la Société de développement commercial (SDC) District Central, association à but non lucratif qui vise le développement économique et la mise en valeur du district Central et notamment le secteur Chabanel, les efforts sont faits pour qu'entrepreneurs, commerçants et propriétaires d'immeubles travaillent ensemble. Entretien avec Hélène Veilleux, directrice générale de la SDC.

■ Quelles sont les orientations économiques qui prévalent au district Central ?

Parmi les orientations stratégiques de la SDC District Central figure le concept de « coopération » [contraction de coopération et de compétition]. Il s'agit de cocréer avec les entreprises, les commerçants et les propriétaires immobiliers le meilleur moyen de rendre attractif notre secteur, de trouver un chemin ensemble. Par exemple, nous faisons en sorte que le territoire intéresse autant les locataires que les entrepreneurs. Évidemment, l'entrepreneur reste libre de son choix, il fait affaire avec le propriétaire immobilier qu'il veut. La « coopération », c'est d'abord et avant tout une union, puis une concurrence saine.

■ Vos orientations s'inscrivent-elles dans le document Vision et Plan de développement économique de l'Arrondissement Ahuntsic-Cartierville 2023 — 2027 et dans Montréal 2030 Plan stratégique ?

Nous avons exactement les mêmes objectifs que la Ville et l'Arrondissement : rendre le territoire plus attractif. Ensuite, nous nous interrogeons pour savoir comment contribuer aux orientations fixées en répondant à de véritables besoins exprimés par les entrepreneurs sur le terrain. Par exemple, ici — et c'est notre marque territoriale, notre spécificité — nous privilégions le circuit court ou ce qu'on appelle aussi le commerce industriel. En réalité, nous nous appuyons sur l'historique industriel et de fabrication du quartier Chabanel et du territoire. 218 entreprises font du commerce industriel. Les entreprises fabriquent et vendent leurs produits localement, soit directement aux consommateurs, soit dans des réseaux. C'est un héritage territorial. Historiquement, le consommateur venait le samedi faire directement ses achats en entrepôt. Avec le commerce industriel, nous recyclons et nous réinventons notre histoire industrielle ! À titre d'exemple, Matelas Sélection est un exemple concret de développement dans le commerce industriel.

■ Quels sont les enjeux les plus prégnants en matière de développement économique ?

De nos consultations effectuées au sein de nos comités de travail, il ressort que l'enjeu de la main-d'œuvre reste important. Les entreprises expriment aussi leurs besoins

en termes d'aménagement du territoire, notamment d'espaces verts, et de mobilité pour rendre le territoire plus attractif. La question du transport est très complexe dans un secteur industriel. Nous écoutons la communauté, nous relevons les préoccupations et les freins et nous essayons de répondre afin de régler ces enjeux-là.

■ Comment est composé le tissu économique du district Central ?

25 000 salariés travaillent ici. Ce qui constitue le quatrième pôle d'emploi à Montréal, et le secteur possède un potentiel de développement portant ce chiffre à 40 000, car il existe de nombreux espaces vides. Ce qui nécessite, parfois, une transformation des modèles d'affaires. Pour ce faire, il faut créer un sentiment de sécurité et de la confiance pour rassurer les investisseurs. C'est essentiel !

■ Quels sont les pôles d'affaires ?

Il existe trois pôles d'affaires. Sur les 2170 entreprises présentes sur le territoire, plus de 802 sont dans le design, dont la moitié œuvrent dans le textile. Encore

aujourd'hui, 676 sont dans le textile dans le district Central. En matière de tendance, alors qu'en 2018, il existait 464 515 m² (5 000 000 de pi²) d'espaces vacants, en 2024, on n'en recense plus que 353 031 m² (3 800 000 pi²). La diminution provient du retour de l'industrie textile. Des entrepreneurs qui avaient quitté Montréal pour créer des usines en région reviennent plus près des bassins de main-d'œuvre. Ici, nous avons les infrastructures, les transports, les bâtiments. Le cadre bâti est de qualité pour l'industrie du textile. Ensuite, le deuxième pôle d'affaires est la manufacture urbaine. Elle englobe les grossistes, l'agriculture urbaine, l'impression 3D ; bref, la fabrication et la production de biens. Ce qui représente environ 450 entreprises. Enfin, le troisième pôle rassemble près de 177 entreprises dans les technologies. Par ailleurs, le territoire compte 438 commerces et 96 restaurants. En résumé, le circuit court et le commerce industriel constituent des signes distinctifs indéniables du district Central par rapport aux autres quartiers de Montréal.

Propos recueillis par Nora Azouz.



Hélène Veilleux, directrice générale de la SDC. Photo : SDC.

10 % des consommateurs peuvent faire la différence



Hassan Laghcha

Journaliste

À quelque chose malheur est bon. Les menaces protectionnistes de la nouvelle administration des États-Unis induisent des remises en question essentielles de nos rapports économiques, non seulement avec nos voisins du sud, mais aussi et surtout notre rapport à la globalisation, lequel induit depuis plusieurs décennies une surspécialisation néfaste pour la souveraineté économique du pays. Le point avec deux économistes.

« On était dans la logique selon laquelle la globalisation des marchés est une bonne chose », avance Jacques Nantel, professeur émérite au département de marketing à HEC Montréal. Il explique que, pour le Canada, 80 % des exportations et presque autant des importations sont faites avec les États-Unis. Ce qui ne posait pas de problème tant que les États-Unis étaient un bon partenaire. « Soudainement, on réalise qu'on a mis à peu près tous nos œufs dans le même panier », dit-il.

« Cela fait plus de trente ans que notre chaîne de production évolue pour répondre au commerce nord-sud et saisir les opportunités d'affaires avec les États-Unis », note, pour sa part, Christian Rodrigue, professeur d'économie et coordinateur du profil Administration des affaires au collège André-Grasset.

D'après lui, la surspécialisation mettait l'économie locale dans une situation d'incapacité à saisir d'autres opportunités d'affaires pour se diversifier et la rendait très fragile face à des changements de direction comme celle qu'effectue l'administration Trump actuellement.

M. Rodrigue soulève aussi la question de la productivité au Canada et au Québec. « L'une des pires dans les pays de l'OCDE et du G7, rappelle-t-il. On a un gros manque à gagner en productivité pour rendre nos produits moins chers. »

Achat local, un mot-valise à préciser

Selon les deux économistes, pour toutes ces raisons, la marche à suivre pour se réapproprier l'économie est complexe et, à certains égards, frustrante pour les consommateurs. « Il y a un effort conscient et assumé qui doit être fait par le consommateur pour payer plus cher les produits locaux, pour garder plus d'argent dans l'économie locale », note M. Rodrigue. Pour M. Nantel, le consommateur est appelé à



Jacques Nantel, professeur émérite en marketing, HEC. Photo: André Bazergui.

faire un arbitrage entre la mise en avant des valeurs morales que suppose cet effort ou plutôt privilégier ses goûts et préférences en matière de consommation. « C'est un choix qui appartient à chacun, et si à peine 10 % des consommateurs canadiens décident de changer leur comportement pour des raisons de valeurs personnelles et de fierté, cela peut faire une différence », affirme-t-il.

Ce professeur ajoute que la notion l'achat local n'a pas bénéficié d'une stratégie marketing particulièrement innovante et claire, « ce qui fait que les résultats des campagnes pour l'achat local restent généralement

mitigés », estime Jacques Nantel. À titre d'exemple, il cite les multiples appellations existantes pour définir un produit local. « Dans le secteur des alcools, vins et spiritueux, on a une appellation. Dans le secteur des produits alimentaires, on en a une autre. Et pour les produits manufacturés, on en a une troisième. C'est difficile de s'y retrouver. Ça génère une confusion certaine chez le consommateur. »

« un choix qui appartient à chacun »

Christian Rodrigue abonde dans le même sens : « Il faut d'abord préciser ce qu'on entend par l'expression "achat local" parce que c'est un mot-valise. Est-ce qu'on parle des PME (petites et moyennes entreprises) de proximité ? Est-ce qu'il s'agit des produits 100 % faits au Québec à partir des ressources naturelles jusqu'aux produits finaux ? Ou encore de produits achetés ailleurs et qui seraient transformés ou tout simplement vendus par des compagnies québécoises ? »

L'autosuffisance est-elle possible ?

Selon Jacques Nantel, sans aucun doute, « on est capable d'être autosuffisant et de bien vivre. On l'a été largement jusqu'au début des années 70. Bien entendu, cet



Christian Rodrigue, professeur d'économie au Collège André-Grasset. Photo: Courtoisie.

objectif nous force à revoir certains choix de consommation pour privilégier sciemment l'achat local. » Christian Rodrigue, lui, souligne l'avantage financier de l'achat local. « Plus on encourage les entreprises d'ici, plus l'argent reste au pays. Ce qui permet à ces entreprises d'augmenter leur profit, qui sera réinvesti pour faire la prospection d'autres marchés. »

Reste que l'impact de ces gestes conscients et assumés ne peut être perceptible à très court terme.

« On joue sur deux niveaux très différents. Le premier concerne le comportement du consommateur à l'épicerie, qui est un comportement microéconomique. Le deuxième concerne l'impact que cela peut avoir, qui est de l'ordre de la macroéconomie », précise M. Nantel. Nos deux interviewés s'accordent à dire que le changement radical de paradigme économique auquel on assiste actuellement exige une grande détermination de la part des citoyens et un effort soutenu de pédagogie, d'information et de sensibilisation de la part des dirigeants et... des médias.

Avocat
Litige civil et commercial
Maître Jérôme Dupont-Rachiele
 LL.B., Juris doctor

Disponible pour rencontres dans Ahuntsic-Cartierville, sur rendez-vous

**1080, Côte du Beaver Hall,
Bureau 1610
Montréal (Québec) H2Z 1S8**

**Téléphone : 514 861-1110
Télécopieur : 514 861-1310
jdupontrachiele@hiermagne.com**

Les rendez-vous citoyens sont de retour!

Venez échanger avec un panel d'experts sur le thème

Parlons affaires

à Ahuntsic-Cartierville

12 mars 2025 — 18 h 45 à 20 h 30

Collège Ahuntsic

- Robert Lalancette,
Directeur général Promenade Fleury
- Hélène Veilleux,
Directrice générale SDC District Central

Et d'autres invités...



Comment se porte Ahuntsic-Cartierville ?


Le JDV s'est penché sur la question.

Soyez au rendez-vous pour une soirée riche en échanges !


Places limitées !



Inscrivez-vous gratuitement sur
Eventbrite à **Rendez-vous citoyens**
ou balayez ce code QR :

 Dans le salon du personnel du collège Ahuntsic
9055, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2M 1Y8

 Accessible aux personnes à mobilité réduite.

 Métro Henri-Bourassa et autobus 30 ou 56, direction sud
Métro Crémazie et autobus 30, direction nord

 Stationnement du cégep Ahuntsic (payant en tout temps)
ou dans la rue



L'inévitable évolution des commerces



Marie-Hélène **Paradis**

Journaliste

Depuis la pandémie, la situation des commerces de proximité a évolué. Les façons de faire ne sont plus les mêmes, les acheteurs ont changé leurs habitudes de consommation, les prix ont augmenté et les secteurs d'activités sont en évolution, ce qui change le portrait d'ensemble.

La pandémie, qui parfois a le dos large, a réellement affecté les commerces. Selon Robert Lalancette, directeur général de la Société de développement commercial (SDC) Promenade Fleury, les changements de comportements des consommateurs sont permanents. «On vit le 2^e ressac, la pandémie a changé la façon de faire des achats, donc de faire des affaires.»

Selon M. Lalancette, plusieurs facteurs affectent le commerce de proximité : l'augmentation des loyers, la pénurie de main-d'œuvre, le coût des matières premières et les habitudes des consommateurs. Tous ces éléments font que le secteur du commerce est en mutation et qu'il faut changer la façon de faire les choses. Il ajoute : «Les gens sont réfractaires aux changements, mais on ne peut pas espérer des résultats différents en faisant toujours la même chose. Les consommateurs, eux, ne font plus la même chose. Qui aurait dit, il y a 10 ans, qu'on pourrait acheter des pneus en ligne?»

Les enjeux

La situation ne découle pas d'une seule cause, il faut les examiner et changer les manières de faire pour espérer tirer son épingle du jeu. «C'est un secteur en changement, on est tous confronté aux mêmes problèmes», souligne Pierre Méthé, coordinateur de la SDC Fleury Ouest (FLO).

Le directeur de la SDC Promenade Fleury pose la question : «Faut-il se spécialiser encore plus ou, au contraire, augmenter son offre de produits? On se rend compte que les commerces sont de plus en plus

spécialisés. Prenons l'exemple de Joubec, qui ferme ses portes. Est-ce l'arrivée de Randolph, une boutique spécialisée en jeux de société organisant des soirées entre joueurs qui lui fait concurrence, ou est-ce le fait qu'on vend des jouets dans un Jean Coutu ou un Renaud-Bray qui fragilise la situation d'un commerce?»

La mixité commerciale est un autre enjeu de taille. Les rues commerçantes doivent, pour conserver leur attraction et fidéliser la clientèle, regrouper plusieurs offres.

Un dernier enjeu, et non le moindre, est que le travail de gestionnaire d'une boutique a changé; il faut gérer les réseaux sociaux, la boutique en ligne et attirer la clientèle avec des événements.

« Tous les services à moins de 15 minutes à pied »

Chose certaine, les commerçants sont d'accord pour dire qu'il faut désormais une présence en ligne en plus d'avoir pignon sur rue.

L'achat local

L'achat local, dont nous entendons de plus en plus parler, est un facteur positif pour l'achalandage d'une rue comme Fleury. Ahuntsic a la chance d'avoir une clientèle fidèle depuis plusieurs années, fréquentant assidûment ses commerces. Le quartier se transforme, malgré tout, avec de nouvelles



Une courtepoinTE distinctive de la Promenade Fleury.
Photo: JDV

familles qui s'installent et qui aiment, elles aussi, accéder à tous les services en moins de 15 minutes à pied. L'enjeu est de conserver une offre globale.

La restauration

La restauration est un des secteurs touchés par ces changements. Plusieurs facteurs affectent ces commerces et l'on pense tout de suite à la pénurie de main-d'œuvre qui les affecte. «La restauration est un moteur important de la fréquentation d'une artère commerciale et les restaurateurs qui ont survécu à la covid ont largement écopé de la pénurie de main-d'œuvre. Les employés ont trouvé d'autres emplois et ne sont pas tous revenus en restauration. Les heures d'ouverture sont, depuis, souvent modifiées», souligne M. Lalancette. Le coût des matières premières et la hausse des loyers s'ajoutent aux autres difficultés rencontrées en restauration.

Pierre Méthé, de la SDC de Fleury Ouest (FLO), ajoute qu'il constate aussi le ralentissement vécu par les restaurateurs. «Ils vendent moins de vin, les clients réduisent leur facture de nourriture et fréquentent moins souvent les établissements.»

Taux d'occupation

«On est choyé sur la Promenade, nous avons un des taux d'occupation le plus

élevés. Nous n'avons jamais eu des 10 ou 15 % d'inoccupation. Le plus souvent, si ça prend du temps pour louer un espace, c'est qu'un proprio attentif à la diversité n'est pas prêt à louer à n'importe qui. Une artère commerciale doit espérer pouvoir compter sur les proprios pour assurer une mixité commerciale viable pour tous», affirme Robert Lalancette.

En ce qui concerne le taux de vacance sur FLO, il est à peu près nul. «La construction et les rénovations qui se font présentement sont des signes favorables pour la suite des choses», nous dit M. Méthé.

La nouvelle SDC de Fleury Est compte 120 membres sur une possibilité de 165, donc un taux d'inoccupation assez important. Le démarrage des opérations de la nouvelle SDC, qui a démarré en novembre 2024, se fera à travers un plan d'action en préparation pour 2025.

«C'est un secteur un peu oublié, dans lequel il n'y a pas eu autant d'investissement, pas d'enfouissement des fils électriques, pas d'éclairage adapté par exemple. Ça fait de ce bout de Fleury une artère plus fragile, plus discontinuée. Nous sommes conscients que nous avons beaucoup de travail à faire, explique Jean-François Soulières, commissaire au développement économique de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.

Circuit court et économie circulaire, le modèle d'Ahuntsic-Cartierville



Amine Esseghir

Journaliste IJL

Créée en 2019, la Centrale agricole est un incubateur et accélérateur d'entreprises spécialisé dans l'agriculture urbaine et la transformation agroalimentaire. Les circuits courts et l'économie circulaire font partie de l'ADN de cette coopérative de services, unique en son genre au Québec et au Canada.

Située sur la rue Legendre Ouest dans un ancien bâtiment industriel, la Centrale agricole héberge actuellement 20 entreprises. « La réussite ou l'échec d'une initiative en économie circulaire sont très intimement liés à la géographie », souligne Kevin Drouin-Léger, coordinateur général de la Centrale agricole. Les entreprises agissent sur un territoire délimité et cherchent des matières premières et des intrants tout en développant des collaborations localement. Et le modèle fonctionne. Depuis cinq ans, plus de 87 %

des entreprises créées à la Centrale agricole sont toujours en activité. « Les entreprises doivent capter les gisements de matières résiduelles organiques, les îlots de chaleur, les eaux grises, puis mutualiser les moyens », explique Kevin. Mais attention, la Centrale agricole ne se considère pas comme une alternative urbaine capable de remplacer les grandes exploitations agricoles. « On se présente comme une réelle solution à plusieurs problèmes urbains. Que ce soit pour combattre les îlots de chaleur ou les déserts alimentaires, pour créer un système alimentaire durable et participer à l'éco-

nomie circulaire », souligne le coordinateur de cette coopérative. Le but est de réduire, kilogramme après kilogramme de nourriture produite, l'empreinte environnementale et de diminuer les émissions de GES. « Si ces entreprises étaient ailleurs ou implantées autrement, elles agiraient différemment », relève M. Drouin-Léger.

Synergie

Outre les espaces de travail, la Centrale agricole permet d'utiliser les moyens mis en commun, comme un camion électrique, une chambre froide, une cuisine collective, une salle de conférence, des salles de réunion, etc. La Centrale agricole favorise la collaboration entre entreprises en permettant par exemple à Coopérative Boomerang de récupérer chez les brasseurs locaux de la drêche, le résidu de bière. Elle fait de la farine maltée à partir de ce qui est considéré comme un déchet.

« Cette proximité géographique est cruciale, car la drêche doit être traitée dans les 24 heures pour éviter qu'elle ne se détériore », avise M. Drouin-Léger.

D'autres entreprises de la Centrale agricole utilisent

aussi ce même produit. « Ils vont distribuer de la drêche à Mycélium Remédium Myco-technologies et à TriCycle, producteurs de champignons et éleveurs d'insectes, qui s'en servent dans leurs procédés opérationnels », observe-t-il. Cette propension à chercher localement des matières premières offre aussi une avenue pour réduire le gaspillage alimentaire. Improove, un organisme d'économie sociale créé en 2022 récupère des tonnes de fruits et légumes déclassés pour les offrir tels quels, après tri, aux organismes communautaires, ou alors pour les distribuer après transformation.

« Ces aliments, qui auraient été destinés à l'enfouissement, sont soit vendus directement dans des paniers anti-gaspillage, soit transformés en smoothies ou bien sont déshydratés », illustre le coordinateur général de la Centrale agricole. Les équipements de Boomerang pour la drêche peuvent être utilisés pour déshydrater des aliments également pour l'entreprise Dunord, qui produit des mets préparés. Parmi les autres initiatives innovantes, on trouve Opercule, qui élève de l'omble chevalier en bassins et récupère des déchets chez TriCycle. Ces entreprises démontrent que produire des aliments en ville est possible, même si cela va à l'encontre des conceptions traditionnelles de

l'agriculture. Le modèle qui démontre année après année sa pertinence devrait être bientôt reproduit ailleurs au Québec. Des discussions sont en cours à ce sujet.



Kevin Drouin-Léger, coordinateur de la Centrale agricole. Photo : JDV / Amine Esseghir.

« 700 tonnes de matière première organique valorisée »

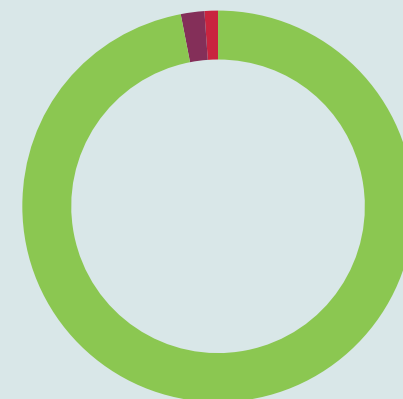
En aval aussi

Récupérer des produits alimentaires, c'est aussi une manière de détourner des tonnes de fruits et légumes de l'enfouissement après transformation. En 2023, les entreprises de la Centrale agricole ont récupéré 700 tonnes de matière première organique valorisée. Seulement 1 % est allé au site d'enfouissement et 2 % ont fini au compostage. « C'est quand même extraordinaire. Cela veut dire que nous avons été capables de valoriser 98 % des produits », se réjouit Kevin. Pour donner plus de crédibilité à ces chiffres, la Centrale agricole souhaite obtenir un financement pour mettre aux normes la collecte des données et leur analyse et ainsi parler le même langage que les universités, les autorités publiques et les entreprises.

Matière collectée

Plus de 700 tonnes

- Quantité annuelle de matière première valorisée [kg]
- Quantité annuelle de matière mise au composteur [kg]
- Quantité annuelle de matière jetée [kg]



Pas moins de 97 % des 700 tonnes de produits récupérés sont valorisés à la Centrale agricole.

Données : Centrale agricole.

Attraction Ethica mène le bal depuis Chabanel



Hassan **Laghcha**

Journaliste

Dans l'atelier de l'entreprise Attraction au quartier Chabanel, dans Ahuntsic-Cartierville, une cinquantaine d'artisans et d'artisanes s'affairent à travailler délicatement des tissus faits de coton biologique ou de polyester recyclé de première qualité pour en faire des t-shirts, des chandails en coton molletonné et des manteaux de la marque Ethica.

La grande diversité de leurs origines reflète la dimension multiculturelle de ce quartier, haut lieu historique de la mode et de la confection au Québec. C'est là que cette

et ailleurs pour les vêtements éthiques et écoresponsables de notre marque Ethica. Nos objectifs de départ sont largement atteints», affirme, en entrevue, Philippe Gagnon, vice-président aux opérations Canada. Aujourd'hui, l'atelier contribue à hauteur de 80 % de la production totale de l'entreprise en cotons ouatés, t-shirts, vêtements matelassés et accessoires de laine polaire dédiés aux marchés promotionnel et récréotouristique.

Pour la direction d'Attraction, l'investissement dans le nouvel espace à Montréal, avec ses équipements neufs et performants, permet à l'entreprise de consolider son positionnement comme chef de file canadien dans la fabrication locale de vêtements éthiques. «On offre des conditions de travail éthiques et tous nos employés sont syndi-

avec un processus de fabrication qui prend en compte l'impact environnemental.»

800 km à la ronde au maximum !

Dans ses messages de promotion, Attraction avance que l'achat de produits Ethica permet le recyclage de 5 à 10 bouteilles de plastique de 500 ml par vêtement fabriqué. Il s'agit aussi de favoriser le développement local, à travers une chaîne d'approvisionnement conçue de telle sorte que tous les composants entrant dans la fabrication

« C'est un gros challenge ! »

soient d'origine locale. «Nos garnitures, tissus, fils, boutons, zips... tout provient de fournisseurs situés dans un rayon de 800 km maximum», affirme Philippe.

Il faut dire que cet engagement en développement durable répond surtout aux exigences d'une clientèle de plus en plus consciencieuse et soucieuse des démarches et actions concrètes effectuées par l'entreprise pour le respect de l'environnement. Le responsable cite à ce propos les politiques d'achat local de grandes organisations qui

veillent ainsi à se conformer aux pratiques de bonne gouvernance éthique et sociale.

Portée par cet air du temps qui lui donne raison dans son modèle d'affaires, Attraction, qui est depuis 2022 carboneutre et compense 100 % de ses émissions de GES, vient d'effectuer un pas qualitatif dans son virage vert. Il s'agit de la revalorisation de 100 % des chutes textiles. Ce qui permet d'éviter l'enfouissement de près de 30 tonnes de rebuts de fibres de qualité.

Compétitivité et éthique peuvent-elles faire bon ménage ?

«C'est un gros challenge!», indique Philippe Gagnon, également vice-président du conseil d'administration de la SDC-District Central. «Évidemment, produire des vêtements éthiques est plus dispendieux. Mais on met l'emphase sur la qualité et la variété de nos produits et surtout leur durabilité.»

Pour relever ce «gros challenge», l'équipe aux commandes de l'entreprise doit faire preuve de beaucoup d'imagination pour faire face à la rude concurrence, notamment asiatique. Dans ce sens, elle a investi deux marchés distincts : le marché récréotouristique, avec notamment les boutiques souvenirs à travers tout le Canada, et le marché corporatif.

Philippe Gagnon évoque aussi la force de vente de l'entreprise selon la formule du guichet unique (*one stop shop*).

Inspirée par les résultats encourageants dans le développement de sa marque Ethica, Attraction prévoit de remplacer, d'ici 2026, les fibres conventionnelles (coton, polyester) par leurs équivalents durables (fibres recyclées, biologiques) dans la fabrication de son autre marque de vêtements, Initial.



Atelier d'Attraction Ethica à Chabanel. Photo : Attraction.

entreprise fondée à Lac-Drolet (Estrie) avait choisi, fin 2021, d'installer son troisième atelier de confection, en réponse à la sévère pénurie de main-d'œuvre en région et aux perturbations dues à la pandémie.

«Nous voulions nous rapprocher de la main-d'œuvre qualifiée disponible au quartier Chabanel et ainsi pouvoir doubler notre capacité de production pour répondre à la demande croissante à travers le Canada

qué. On s'assure qu'ils soient rémunérés et traités de manière juste et équitable», affirme M. Gagnon.

Il explique comment ces conditions saines renforcent l'image de marque de l'entreprise auprès de sa clientèle. «On veut amener les gens à considérer ces engagements éthiques dans leurs choix d'achat et à opter pour des vêtements produits localement, dans des conditions de travail saines et



L'équipe impliquée dans le démarrage du projet Attraction à Chabanel. Photo : Attraction.

Le commerce industriel selon Matelas sélection



Benoît Dosseh

Journaliste

Basée dans l'arrondissement au 105, rue du Port-Royal Ouest depuis le 23 mars 2020, Matelas sélection, une entreprise familiale, offre une gamme de produits dont des matelas sur mesure pour répondre à la demande de personnes aux besoins spécifiques.

Une exposition de lits que l'on entrevoit depuis la rue à travers les fenêtres vitrées et un panneau qui invite le passant à visiter le lieu. Matelas sélection, « une boutique-usine », ouvre ainsi son univers voire son intimité aux potentiels clients, une fois le seuil franchi. Spécialisée dans la literie, l'entreprise offre toutes les gammes de lits pour offrir au client le meilleur sommeil possible.

Elle se distingue également par la confection de matelas sur mesure. « Tout est fabriqué ici, directement en usine. Donc, les gens peuvent voir et peuvent toucher, ressentir ce qu'ils vont avoir comme produit final », assure Stéphane Lévis, propriétaire de l'entreprise, à propos de ces matelas à la demande.

Tout pour la satisfaction du client

La variété offerte, en fonction de la demande, va du matelas écologique à base de « coton biologique certifié » à la laine d'agneau et au coton organique compressé notamment.

Le taux de satisfaction est proche du score parfait pour cette gamme de produits. Et pour cause : « Nous sommes toujours à l'écoute du client même après la livraison pour corriger certaines choses, minimes », mais cruciales pour l'entreprise, qui met un point d'honneur, dans la limite du raisonnable, à ce que l'acquéreur puisse savourer un sommeil réparateur.

Globalement, la satisfaction du client sur tous les produits fabriqués dans cette usine-boutique est supérieure à 90 %, indique le propriétaire de l'entreprise.

« une nouvelle boutique-usine »

Une demande à la hausse

À ce jour, Matelas sélection fabrique près de 100 matelas par jour et environ 5000 matelas toutes gammes confondues par année. Un matelas sur trois est adapté au besoin du client, souligne Stéphane Lévis.

Bien qu'elle soit basée uniquement dans l'arrondissement d'Achunsiac-Cartierville, l'entreprise offre ses services dans toute la province du Québec et bien au-delà. « On fait aussi dans l'exportation vers les autres provinces. Dernièrement, on a livré des matelas en Guadeloupe. On est en processus de discussion avec des gens en Haïti », souligne-t-il.

Cette expansion de l'entreprise rime avec adaptation. Ainsi, par le biais de visioconférences, elle « ne se met pas de limite » pour offrir son expertise. Cette approche, développée durant la pandémie de Covid-19, permet aux clients qui ne souhaitent pas se rendre à l'usine de bénéficier, où qu'ils soient, d'un service quasi identique à ceux qui s'y rendent.

Une expertise de plusieurs décennies

Fondée en 1989, la manufacture Matelas sélection était basée dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal avant son aménagement dans le local d'Achunsiac, où elle dispose d'assez d'espace pour répondre à une demande en constante progression. Les literies de différentes formes et de tout

genre sont confectionnées dans l'entreprise : matelas à ressorts, matelas à mousse, section « Ô dodo » (matelas pour bébé), matelas médicaux, etc.

Matelas sélection compte aujourd'hui sept employés, experts dans leur domaine, ce qui permet au manufacturier « de combler le client qui veut un matelas sur demande ». À cet effet, l'entreprise offre aussi ses prestations aux personnes nostalgiques pour la réfection de matelas atteints par l'usure du temps, mais qui ont du mal à s'en séparer.

L'entreprise familiale, toujours soucieuse du confort de sa clientèle, investit dans la robotisation de certains secteurs de sa production afin de rester compétitive et de répondre à la demande. On lui souhaite longue vie. Bienvenue à cette nouvelle boutique-usine!



« La durée de vie des matelas fabriqués par Matelas sélection varie de 10 ans à 25 ans », Stéphane Lévis.

Grâce à l'automatisation de son équipement, l'entreprise envisage d'accroître sa production d'environ 30 % cette année. Photos : Benoît Dosseh/ JDV.

L'Auberge du dragon rouge : un modèle d'économie circulaire



Benoît Dosseh

Journaliste

Rien ne se perd, tout se transforme. Ainsi pourrait-on résumer la vision de l'Auberge du dragon rouge, restaurant situé au 8870, rue Lajeunesse à Montréal, qui s'inspire du Moyen Âge pour son décor et son ambiance. Le restaurant, détenu par Martin Gauthier et Charles Viau, a remporté une bourse pour l'ensemble de ses actions écoresponsables dans le cadre du concours « Je relève le défi vert » de PME MTL, lancé en mai 2024 et auquel ont participé plus de 30 entreprises des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent.

Sans dénaturer son essence qui est de plonger les convives à leur table dans un voyage temporel « médiéval fantastique », l'espace d'un souper, l'Auberge du dragon rouge a entrepris une kyrielle d'actions épousant les enjeux écologiques de ces dernières années.

Politique du zéro déchet

Sous l'impulsion d'une employée, dans le milieu des années 90, l'auberge s'est mise au recyclage des déchets qu'elle produit. « Cette année-là, on est passé d'une quantité phénoménale de déchets à une quantité phénoménale de recyclage », se remémore Martin Gauthier, fondateur de l'auberge. Depuis, le restaurant ne manque pas d'adopter de nouvelles pratiques écologiques. Entre autres actions, « des montagnes de pelures de piments » non utilisables pour la sauce piquante faite maison sont séchées puis converties en garniture pour d'autres recettes ou de la décoration.

Presque deux tonnes de déchets produits par semaine sont compostables, « ce qui réduit quasiment à néant les déchets, proprement dits, qui sortent du restaurant », poursuit-il.

« rien ne se perd, tout se transforme »

En collaboration avec Go Consigne, l'auberge est inscrite au programme de Consignation. Ce sont « des kilomètres de bacs » de contenants consignés qui sont recyclés. « Avec la nouvelle réglementation qui entre en vigueur en mars, les bouteilles seront également recyclées », ajoute Charles Viau, copropriétaire.

Certifiée Aliment du Québec



Charles Viau et Martin Gauthier devant l'enseigne de l'auberge.
Photo : Auberge du dragon rouge.

L'établissement est dans le peloton de tête des restaurants à être certifiés Aliment du Québec au menu, indique Martin Gauthier. Ce programme exige qu'au moins 85 % des principaux ingrédients proviennent du Québec.

L'entreprise priorise les produits de la province avec une approche simple : « encourager les huit millions d'amis du Québec » dans leurs activités. L'achat territorial proche permet aux entreprises locales de s'épanouir financièrement. La clientèle qui savoure les mets du restaurant contribue ainsi « à faire travailler un cousin dans son activité », analyse Martin Gauthier. À l'exception des vins français, « notre menu est presque 100 % québécois, y compris la bière et les spiritueux », indique Charles Viau. Pour ce faire, les microentreprises de la province sont la première option de l'auberge pour son approvisionnement.

La cure de jouvence du Dragon rouge

Tout comme les accomplissements écologiques pour la restauration, un même élan de transformation environnementale se produit à l'intérieur de l'auberge. Outre le fait d'utiliser la récupération pour créer la thématique du lieu, les hôtes offrent au bâtiment vieux de 136 ans une cure de jouvence. Ils convertissent toutes les ampoules en DEL récupérées, refont l'isolation du bâtiment, modernisent les systèmes de chauffages. Ils vont même faire quelques entorses à l'idée originelle de l'auberge en ajoutant dans le décor des plantes naturelles pour améliorer la qualité de l'air.

Le Dragon rouge fonde ses actions sur ce credo : réparer, récupérer et recycler.



L'Auberge du dragon rouge, un lieu d'hospitalité légendaire, de bons vivants, avec des troubadours en tout temps.

Photos : Benoît Dosseh.

Meilleur score au défi vert

Toutes ces actions ont permis à l'entreprise de réaliser le meilleur score du concours « Je relève le défi vert » de PME MTL, organisé à l'intention des entreprises de deux arrondissements : Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. Elle est l'une des trois lauréates d'une bourse de 5000 \$. Plus de 40 entreprises s'étaient inscrites à ce concours axé sur trois critères : réduction des déchets, approvisionnement responsable et amélioration des locaux.

« On fait partie de la catégorie des restaurants où tu vas passer un moment », confie le fondateur. L'Auberge du dragon rouge offre une large fourchette en ce qui concerne les coûts de son menu pour permettre à toutes les bourses de profiter de son ambiance médiévale entre amis ou en famille. Elle a une capacité d'accueil de 180 personnes. Fondée au début des années 1990, l'auberge vous convie, mes seigneurs et gentes dames, « à venir boustifailier, festoyer et repartir repu et heureux ».

Au Fonds, votre épargne permet de soutenir
3 969 entreprises* partout au Québec.
Investissons en nous.

FONDS
de solidarité FTQ

**NOTRE ÉPARGNE
GARDE NOS
ENTREPRISES D'ICI, ICI.**

* Au 31 mai 2024

C'est Portes ouvertes dans toutes Les Résidences Soleil!

Venez découvrir et explorer l'abondance d'activités, de services et d'inclusions disponibles.

Vous êtes les bienvenus, avec ou sans rendez-vous, 7 jours/7 de 9h à 17h.



Visitez pour gagner! Cadeau de bienvenue et tirage vous attendent!

Dans toutes Les Résidences Soleil, l'augmentation du loyer de base* est garantie et fixée à seulement 1%. Chez nous, les aînés ont et auront toujours les moyens de s'offrir une retraite confortable.

* Consultez les détails et les conditions de ces Programmes uniques sur le site web. Sujets à des changements sans préavis, certaines conditions s'appliquent. Excluant les repas, soins et services.



1 800 363-0663 • Partout au Québec • Logements 1^{1/2} à 5^{1/2} abordables  • residencessoleil.ca

 **LES SOCIÉTÉS
LES MIEUX
GÉRÉES** Membre
platine
Lauréate 21^e année consécutive

 **Les Résidences Soleil Manoir St-Laurent • 115, boul. Deguire, Montréal**

Joignez-vous à la grande Famille Soleil rassemblant près de 7 000 résidents et 2 000 employés

Des cœurs villageois aux centres commerciaux



Jacques **Lebleu**

Chroniqueur, Société d'histoire d'Ahuntsic-Cartierville (SHAC)

Au tournant du 20^e siècle, en plus des terres agricoles, quatre municipalités villageoises autonomes ont coexisté au sein du territoire qui constitue aujourd'hui l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Ce sont Ahuntsic (1897-1910), Bordeaux (1898-1910), Cartierville (1906-1912) et le village du Sault-au-Récollet (1855-1916)¹. Leurs cœurs villageois représentaient autant de petits secteurs commerciaux distincts séparés par des fermes familiales. Les automobiles étaient encore rares. Chaque village avait de petits hôtels dont les beaux jours étaient comptés.

La consultation de l'édition 1908-1910 de l'annuaire Lovell nous apprend qu'au village du Sault-au-Récollet, Mlle Denise Brunet pouvait acheter du pain chez Émile Delorme et de la viande Achille Beausoleil. Si des travaux s'imposaient à l'église de la Visitation, le curé Beaubien pouvait trouver à proximité un ferblantier, un maçon ou un tailleur de pierre. Pour ceux qui appréciaient peu l'eau bénite, une dame Nantel tenait un «saloon».

Le même document nous indique qu'à Bordeaux, on retrouvait G. Ménard, épicier, Isaac Laurin, cordonnier, F.X. Latour, restaurateur, Lorenzo Jutras et A.-E. Lecavalier, médecins, et Odile Gagnon, marchand général. La construction de la prison battait son plein et avait attiré de nombreux hommes de métier, apportant une certaine prospérité au village. Entre l'établissement de détention et la gare du Canadien Pacifique, on voyait les vaches de M. Hope, producteur laitier.

À l'intersection de deux routes qui deviendraient le boulevard Gouin et la rue Lajeunesse, le village d'Ahuntsic s'était développé autour de trois auberges. Peu avant 1910, A. Boyer tenait l'hôtel Ahuntsic

et messieurs Bourgeois et Demers, l'hôtel Pélouquin. Au coin nord-est de cette intersection, Louis Latendresse, boucher, avait fait construire un grand bâtiment commercial qui accueillait plusieurs commerces, un restaurant et la salle Lajeunesse. Ce lieu servait de salle pour le conseil municipal et de nombreuses activités sociales, artistiques et politiques. À quelques pas à l'est, Georges et William Millen étaient marchands de bois et de charbon. M^{me} Joséphine Hébert était épicière. La proximité du couvent des Dames du Sacré-Cœur amena quelques enseignants. M. J.-B. Dubois, professeur de violoncelle, était installé sur l'avenue Pélouquin, une des plus anciennes rues du quartier.

Cartierville était connu avant 1890 comme l'Abord-à-Plouffe, lieu de traverse sur la rivière des Prairies et site du premier pont permettant de quitter l'île de Montréal, le pont Lachapelle. On y retrouvait les hôtels Cartierville et Klondyke. M. Lecavalier faisait du pain.

Tous ces commerces étaient des entreprises familiales artisanales vouées à disparaître progressivement. Les commerçants habitaient souvent au-dessus de leur établissement et desservaient principalement les résidents de leur village.

L'étalement urbain

L'arrivée du train à Bordeaux en 1875, puis celle du tramway vers le Sault en 1894 et Cartierville en 1895, annoncent le début du processus d'urbanisation. Dès 1910, Ahuntsic et Bordeaux sont annexés à Montréal. Cartierville et le village du Sault-au-Récollet le seront à leur tour en 1916.

Jusqu'à la fin des années 1940, ces anciens villages demeurent des noyaux distincts les uns des autres. De nouveaux règlements d'urbanisme font table rase des usages agricoles sur l'ensemble du territoire et causent l'élimination des usages commerciaux sur la majeure partie du boulevard Gouin. C'est dans ce cadre qu'a lieu la fulgurante urbanisation d'après-guerre, qui recouvre

les anciennes terres agricoles de nouveaux quartiers exclusivement résidentiels et généralement à faible densité, caractérisés par l'automobilité².

Dès 1960, le territoire est urbanisé de manière presque continue. Les anciens noyaux villageois se fondent dans une seule trame. Le boulevard Henri-Bourassa et l'autoroute des Laurentides traversent l'arrondissement, et l'autoroute Métropolitaine constitue une nouvelle frontière nord-sud.

Des supermarchés Steinberg deviennent les piliers commerciaux des premiers centres d'achat. La plupart des rues commerciales périclitent, l'exception notable étant la rue Fleury. Comptant déjà deux sociétés de développement commercial, la rue Fleury en aura bientôt une troisième à l'est de la rue Papineau.

Des efforts de revitalisation sont cependant en cours dans Cartierville grâce à l'Association des gens d'affaires de Gouin Ouest (AGAGO) et sur Lajeunesse avec la création de l'Association commerciale et citoyenne Youville.



Magasin général L. Latendresse (1910).
Bibliothèque et Archives nationales du Québec,
Collection Félix-Barrière. P748 S1, P2693.



Le magasin Général d'Odile Gagnon, à l'intersection du boul. Gouin et de la rue Valmont à Bordeaux en 1909.
Source : page Facebook de M. Jean Gagnon.



Odile, l'arrière-grand-père de Jean Gagnon et Roméo, son grand-père, adolescent, le 11 avril 1909.
Source : page Facebook de M. Jean Gagnon.

1 — La paroisse de la Visitation du Sault-au-Récollet est fondée en 1736. Le régime municipal ne commence à se mettre en place au Québec qu'après la visite de Lord Durham en 1840. Après un premier essai qui échoue en 1845, le régime municipal est établi de façon permanente en 1855, avec «l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada». Les municipalités d'Ahuntsic et de Bordeaux ont été détachées du territoire de la paroisse du Sault-au-Récollet, celui de Cartierville de la paroisse de St-Laurent.

2 — L'automobilité est le paradigme de mobilité centré sur l'automobile personnelle. Voir «Persistance de l'automobilité? Analyse en trois perspectives», article de Jérôme Laviolette, Catherine Morency et E. Owen D. Waygood dans «Déclin et survie des mobilités automobiles».

<https://shs-cairn-info.acces.bibl.ulaval.ca/revue-flux-2020-1-page-142?lang=fr>

CJE

Transformer des vulnérabilités en force



Hassan Laghcha

Journaliste

Détresse psychologique, angoisses de plus en plus tôt, difficultés de cheminement scolaire, problèmes de santé mentale ou d'adaptation professionnelle. Ce sont, entre autres, les motifs pour lesquels des dizaines de jeunes de 16 à 35 ans franchissent, chaque année, la porte d'entrée du Carrefour jeunesse-emploi A-B-C (CJE Ahuntsic, Bordeaux, Cartier-ville) pour demander conseil et accompagnement.

Un jeune atteint du syndrome du spectre d'autisme qui veut percer dans le domaine des nouvelles technologies, un nouvel arrivant qui demande conseil quant aux programmes de formation et occasions d'intégrer les secteurs d'activités pour lesquels il a des aptitudes à développer, une autre qui a un handicap physique et qui cherche à s'outiller pour devenir entrepreneure, ou encore des diplômés universitaires qui ont du mal à entamer leurs carrières dans leurs domaines de formation. Ce sont des exemples de profils de personnes qui font appel aux services des conseillères et intervenantes du centre, lequel, depuis plus de 28 ans, se réinvente pour s'adapter aux besoins de plus en plus complexes de sa clientèle, ceci en situation de baisse du financement accordé par Services Québec.

« On travaille avec la personne en fonction de ses difficultés, des obstacles et des défis avec lesquels elle doit composer pour sa bonne intégration au marché du travail », dit Fabienne Rey, conseillère en développement de l'employabilité.

Elle souligne la philosophie des interventions du CJE, qui consiste à prendre en considération la personne dans sa globalité. « Chaque parcours est unique, indique-t-elle. On a toutes sortes de réalités psychosociales. Des jeunes qui décrochent de l'école, d'autres qui sont en voie de décrochage ou, au contraire, qui veulent se réorganiser pour réussir un bon retour aux études. On a aussi des participants qui ont terminé leurs programmes et qui sont à la recherche d'emplois dans leurs domaines d'études. »

Les nouveaux arrivants constituent une bonne partie de la clientèle de cet organisme. Leur particularité réside dans le fait qu'ils

« sa persévérance a fini par payer »

ont étudié dans un autre système scolaire, ce qui ajoute une surcharge de démarches à entreprendre pour rejoindre le marché

du travail québécois. Pour décrocher leur première « expérience québécoise », il leur est souvent nécessaire de suivre une nouvelle formation professionnelle ici.

Enjeux spéciaux et profils atypiques

Depuis trois ans, une subvention accordée par la Ville de Montréal permet au CJE de l'arrondissement de développer l'offre de ses services pour intégrer le conseil en entrepreneuriat.

« On s'adresse tout particulièrement à des personnes qui ont des vulnérabilités. Il s'agit de profils très divers qui ne sont pas des profils classiques. Par exemple, des personnes qui ont des enjeux de santé mentale, qui n'arrivent pas à surmonter des dépressions ou des expériences d'échec douloureuses », explique Nadine Pirotte, conseillère en information scolaire et en entrepreneuriat.

Elle constate le manque de connaissance chez un grand nombre de ses clients quant aux nombreuses opportunités de formations qualifiantes pour les niveaux secondaire et collégial, vers lesquelles elle les oriente.

Nadine s'attarde sur les exemples de personnes qui ont besoin de réajuster leurs cheminements scolaires. « Il s'agit, notamment, des cas de cégépiens qui, initialement, avaient prévu d'aller à l'université, mais qui s'aperçoivent que la formation est plus difficile qu'ils ne le pensaient au départ. Ils ont

alors besoin de se réorienter vers des formations courtes pour aller directement sur le marché du travail. »

Abordant les nouvelles réalités psychosociales, cette sociologue de formation relève le fait que les jeunes du secondaire sont de plus en plus angoissés quant à leur orientation au cégep. « On reçoit aussi des jeunes qui vivent très mal leur vie scolaire et qui ont hâte, par exemple, de quitter le secondaire pour le milieu collégial, qui est beaucoup plus anonyme et où ils risquent moins d'être ostracisés. Dans ce milieu plus diversifié, ils espèrent trouver un groupe d'étudiants auquel ils s'associeront pour mieux s'épanouir. »

Pour Fabienne et Nadine, les belles expériences avec les participants du CJE attestent de la profondeur humaine de leur métier. Parmi les exemples les plus éloquentes, elles racontent le parcours de ce jeune atteint du syndrome du spectre de l'autisme qui craignait de ne pas trouver un emploi dans le domaine qui le passionne : les nouvelles technologies. Mais, après avoir bénéficié de l'assistance du centre pour bien construire son CV, préparer ses candidatures et entrevues, et surtout pour surmonter ses difficultés en communication, il a fini par trouver un emploi dans son domaine de prédilection. Sa persévérance a fini par payer.

Ou encore, le cas de ce jeune qui a bien intégré le marché de l'emploi, mais qui vit le fait de ne pas avoir terminé son secondaire comme un échec. Il prend alors contact avec le CJE. Sa motivation ? « Moi, je veux finir mon secondaire pour montrer à ma fille que je l'ai fait ! »



L'équipe du Carrefour Jeunesse-Emploi. Photo : Courtoisie CJE.

Concertation femme : terre d'accueil pour femmes immigrantes



Marie-Hélène **Paradis**

Journaliste

Les femmes immigrantes d'Ahuntsic-Cartierville peuvent, sans frais, suivre des cours de français chez Concertation femme afin que la langue ne soit pas un obstacle à leur intégration.

L'organisme Concertation femme offre beaucoup plus que les cours de francisation. «Je dis toujours que c'est un cours d'intégration en passant par la francisation. La langue, c'est important, on ne peut pas s'intégrer si on ne connaît pas la langue», explique la directrice de l'organisme, Maysoun Faouri.

Les cours se tiennent du lundi au jeudi de 9 h à 13 h 15 au Centre culturel et communautaire de Cartierville. Une halte-garderie est offerte gratuitement pour les enfants des mamans participantes.

Les professeurs

Deux cours de niveaux différents sont offerts aux femmes. Cette année, le cours débutant est prodigué par Ghada Krouchan, une femme d'origine syrienne et pharmacienne dans son pays d'origine.

« ne pas se fier à nos enfants pour réaliser notre rêve »

«Quelques-unes de mes élèves sont jeunes avec des enfants en bas âge, mais la plupart ont plus de 50 ans. Après quelques années de résidence à Montréal, elles sentent que c'est très important de parler français pour se débrouiller et ne pas se sentir isolées. Je leur dis toujours que, quand on connaît une langue, on se sent forte et fière.» Madame



Quelques-unes des élèves et leurs professeurs. Photo : Marie-Hélène Paradis/JDV.

Krouchan est souvent témoin d'histoires touchantes. «Une jeune femme arrivée de la Syrie depuis environ six mois est fière de me dire qu'elle a pu parler au professeur de son enfant pour la première fois sans intermédiaire.»

Élisabeth Cantin est enseignante depuis deux ans en français langue seconde. «J'ai toujours eu une facilité à apprendre les langues et quand je voyais les professeurs enseigner leur langue maternelle, je me disais que j'aimerais moi aussi faire ça. En plus, il y a un côté social qui me parle beaucoup. Faire quelque chose auquel je crois est important pour moi.»

Les activités

Les activités dans le cadre des cours de français sont importantes pour l'intégration à la vie quotidienne. «Hier, par exemple, on a eu des femmes policières qui sont venues rencontrer les élèves. Les policières connaissent ainsi un peu mieux le milieu, elles apprennent à connaître la population qu'elles vont servir et le rôle de la police est ainsi démystifié pour les femmes immigrantes. On a aussi regardé le documentaire *Bagages* sur l'immigration à Montréal. On fait des ateliers sur le cancer du sein, on rend donc nos enseignements le plus concrets


possible», explique Élisabeth. «Il faut que la grammaire soit associée à la vie quotidienne, comme aller au resto, parler au pharmacien. C'est beaucoup plus que de transmettre nos connaissances de la langue, c'est transmettre notre culture.»

La philosophie de Concertation femme

Maysoun ajoute que tous les domaines sociaux, tous les problèmes que l'on peut rencontrer dans les premières années de l'immigration sont abordés. Il faut en plus développer le sentiment d'appartenance

avec, entre autres, une connaissance des personnages historiques liés au quartier; par exemple, savoir qu'Henri-Bourassa n'est pas seulement une rue, assister à des ateliers d'histoire pour mieux connaître le Québec ou participer à l'élaboration d'un cahier de recettes de ton pays. Ce sont des éléments clés d'une immigration réussie.

«Selon nos moyens, selon les enseignants, selon le niveau de français, on réalise des activités valorisantes avec les femmes. Imagine, tu commences débutante en septembre et au mois de mai tu es capable de parler au professeur de ton enfant. C'est ça, le chemin vers l'intégration. Il faut se fixer un rêve et ne pas se fier à nos enfants pour le réaliser. Tu peux vivre toute ta vie en pleurant le pays que tu as quitté, mais moi, je dis toujours que j'ai brûlé mon bateau de retour», conclut la directrice.



SOUTIEN ALZHEIMER

Pour les proches aidants
d'une personne atteinte de la maladie d'Alzheimer.

Laissez-nous vous écouter, vous comprendrez, nous informons et vous guidons.

RENCONTRE INDIVIDUELLE ET FAMILIALE
COMPRÉHENSION, TRUCS AU QUOTIDIEN...
ÉVALUATION PSYCHOSOCIALE
PARTENAIRES DE DOMAINES VARIÉS

514.508.7654
1.855.508.7654
www.soutienalzheimer.com

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Prenez avis que **M. Claude Delisle** en son vivant domicilié au 10527, Boulevard Olympia Montréal, H2C 2W4 est décédé le 7 novembre 2023.

Un inventaire de ses biens a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés (au sens de la loi) en écrivant à Succession Claude Delisle 610, route 138 Neuville QC, G0A 2R0

Sociofinancement

PerfoTeam U12 bientôt en Espagne



Benoît Dosseh

Journaliste

Dans le cadre de leur développement, des gamins de l'école de soccer, Perfosoccer, participeront à la 23^e édition du tournoi international MICFootball entre le 15 et le 20 avril 2025 à Costa Brava en Espagne. À cet effet, parents et joueurs de l'équipe PerfoTeam U12, retenue pour le tournoi, organisent une levée de fonds pour permettre aux enfants de vivre un rêve, avec en point d'orgue le maillot du CF Montréal à gagner.

Être parmi les équipes qui fouleront les terrains du tournoi annuel MICFootball qui se déroule en Catalogne dans la province de Gérone en Espagne, est un «rêve» pour ces enfants de moins de 12 ans. Afin d'alléger le coût que cela représente, leurs parents sollicitent «la générosité de la communauté».

Quelques épicerie de l'arrondissement ont été ainsi investies par les joueurs de PerfoTeam U12. Ils sont à votre service pour vous aider avec vos sacs d'épicerie moyennant un don, confient les parents qui ont contacté votre journal. L'achat de cartes-cadeaux dans les magasins et restaurants via FundScrip ou la participation par le biais d'une campagne sur GoFundMe créée à cet effet sont d'autres méthodes pour faire un don.

Le geste du CF Montréal

À titre d'activités déjà accomplies pour financer ce voyage, le CF Montréal — anciennement l'impact de Montréal —, club élite de soccer de la province, a soutenu le travail des jeunes à travers la vente de billets à l'un de leurs matchs et l'offre d'un maillot dédié par l'ensemble de ses joueurs, qui a été tiré au sort le 11 janvier. Pour espérer être l'heureux gagnant de ce collector, il fallait s'inscrire au tirage du 19 novembre au 11 janvier sur le site web de l'équipe. «Le montant était de 5\$. Ceci afin de permettre à tout le monde de participer, même les plus petits», confie l'un des parents.

Objectif

Après une demi-finale atteinte durant le tournoi Canada Cup of Nations à Toronto (les 12 et 13 octobre derniers), l'équipe de PerfoTeam U12 ira croiser les crampons avec les équipes de leur catégorie d'âge en terre espagnole. Pour cette jeune équipe — fondée en 2022 —, l'objectif est multiple : «Proposer aux joueurs des expériences en Europe, pouvoir voir une culture différente, découvrir le très haut niveau [enfin !], aller le plus loin possible dans la compétition»,

« pour développer leur plein potentiel »

énumère André Beltran, directeur de l'école PerfoSoccer.

Basée dans l'Arrondissement Ahuntsic-Cartierville, PerfoSoccer est «une école de soccer» qui accueille, une fois par semaine, des joueurs de différents clubs de la grande région de Montréal avec pour objectif «de permettre à ceux-ci d'atteindre leur plein potentiel technique et physique».

C'est un programme complémentaire à ce que font les enfants dans leur club respectif, indique un parent.

Le MICFootball

Le MIC (Mundialet Illes Canàries) est un tournoi international de football (soccer) qui réunit les plus prestigieuses équipes du monde comme les plus modestes durant la période de Pâques pour un tournoi juvénile. Au fil des années, de nombreuses vedettes actuelles du soccer ont eu à fouler les pelouses de ce tournoi : Léo Messi, Neymar Jr, Cesemiro, Brahim Diaz, Marcus Rashford, Juan Mata, entre autres.

Lors de l'édition 2024, un nombre record de 412 équipes réparties en différentes catégories d'âges ont participé à l'événement. Ce qui représentait 8000 participants venus de divers horizons.

L'excitation est palpable chez les enfants tout comme chez les parents. Pour contribuer au financement de ce voyage, vous pouvez vous rendre sur la plateforme créée pour l'occasion : <https://perfoteamu12.com>

NOTRE MISSION

Le saviez-vous ?

- ✔ Le journal des voisins est un journal indépendant, communautaire et local.
- ✔ Nous vous livrons gratuitement votre information locale depuis 13 ans déjà.
- ✔ Sur papier aux deux mois et 6 jours par semaine sur le journaldesvoisins.com.
- ✔ Livré à 68 000 ménages et lu par près de 300 000 personnes / an sur le Web.

En sa qualité d'organisation journalistique enregistrée (OJE), le journaldesvoisins.com est autorisé à délivrer des reçus fiscaux.



JOURNAL DES VOISINS
AHUNTSIC-CARTIERVILLE
journaldesvoisins.com



Perfoteam U12 organise un sociofinancement afin d'alléger le coût lié au voyage des enfants en Espagne. Benoît Dosseh / JDV.

Sofia Presutti, passionnée de flag-football



Marie-Hélène **Paradis**

Journaliste

La quart-arrière de l'équipe de flag-football du collège Ahuntsic est passionnée. Pour Sofia, l'équipe est sa 2^e famille et le flag lui permet de s'accomplir dans un sport pour lequel elle a obtenu une bourse Multi-prêts.

C'est en 1^{re} année du secondaire qu'elle a joué pour la première fois au flag. Très rapidement, elle a intégré l'équipe des 5^e année du secondaire, à 12 ans. «Je me suis dit que, si j'étais capable de faire partie d'une équipe plus vieille et plus expérimentée parce que j'avais un niveau plus haut que les autres, ce sport était pour moi», nous avoue-t-elle. À partir de là, elle a beaucoup travaillé et a redoublé d'efforts pour réussir.

Au secondaire, les filles pratiquaient le flag pour le plaisir, mais au cégep c'est plus sérieux. «Toutes les filles sont bonnes à

« un franc succès dans les écoles secondaires »

ce niveau et veulent se rendre le plus loin possible, c'est plus stressant, mais aussi très motivant. »

L'équipe de flag-football du collège Ahuntsic a terminé la saison au 2^e rang avec huit victoires et deux défaites. Elle s'est rapidement classée parmi les meilleures de la ligue en cette première saison en division 1.

Le rêve de Sofia

Le rêve de Sofia est de se rendre aux Jeux olympiques. «En 2028, il y aura du flag-football

aux JO pour la première fois.» Sa mère qui a participé à des championnats de nage et son père, grand sportif, lui ont transmis cette passion du sport et de l'accomplissement, qui se traduit maintenant dans cet espoir de Jeux olympiques et cette détermination à réussir.

«Pour arriver à participer aux JO, je vais continuer à travailler fort avec mon équipe, mais aussi avec mon coach hors équipe.»

Les études

En 2^e année au collège Ahuntsic, Sofia étudie en sciences humaines et gestion des affaires. Elle n'a pas encore une idée bien définie de la carrière qu'elle veut embrasser. «Je m'intéresse à beaucoup de choses, je me laisse le temps de choisir. J'ai choisi de faire mon cégep sur trois ans pour me laisser du temps pour le sport, mais aussi pour réussir mes études.»

Les qualités d'une championne

«La préparation hors-terrain, mon entraînement avec mon coach privé pour une biomécanique efficace, le visionnement des vidéos des équipes contre lesquelles on joue pour savoir un peu à quoi s'attendre sont les principales choses que je fais pour me préparer.»

Ses coéquipières et ses coachs disent de Sofia que c'est une joueuse calme qui peut mener une attaque de main de maître. Son bras canon, capable de lancer et de diriger le ballon vers les bonnes joueuses, est un atout certain pour l'équipe.

«Je vois les athlètes de haut niveau jouer et je veux me rendre à ce niveau.»

Le flag-football, c'est quoi ?

Quel est ce sport dont on entend de plus en plus parler et quelle est la différence entre le flag et le football ?

Le flag-football ou flag est un sport dérivé du football que l'on connaît. Les plaquages sont remplacés par l'arrachage de bandes de tissus (*flag*) accrochées à la ceinture des joueurs. Ce sport est pratiqué tant par



Sofia, une athlète accomplie. Photo : Rémy Boily, Multi-prêts.

les garçons que par les filles et les équipes peuvent être mixtes.

La variante la plus répandue est celle où les contacts sont interdits, ce qui apporte une dimension plus technique et stratégique qu'au football canadien ou américain. Le flag ne nécessite pas d'équipement sophistiqué.

Seuls un protecteur buccal et une ceinture de flag sont essentiels.

Le sport connaît un franc succès dans les écoles secondaires, surtout chez les filles. L'arrivée du flag aux JO fait en sorte de magnifier l'intérêt et les besoins d'une ligue universitaire.

CARTES DE JEUX 9 \$ 18 ANS ET +

BINGO
RADIO
101,5 FM

3 000 \$
EN PRIX À GAGNER!

DIMANCHE DE 13 H À 15 H

ÉCOUTEZ-NOUS !

POUR CONNAÎTRE NOS POINTS DE VENTE CONSULTEZ LE WWW.CIBL1015.CA

SUR LES ONDES DU 101,5 FM EN LIGNE À CIBL1015.COM

VIDÉOTRON CANAL574 BELL CANAL 959

AU PROFIT DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE FRANCOPHONE DE MONTREAL

LIC202307034422

Culture engagée

La révolution par les mots



Clarence
Robitaille-Meloche

Journaliste stagiaire

Le vendredi 25 octobre dernier, au Parcours Gouin d'Ahuntsic-Cartierville, a eu lieu le lancement du nouveau roman d'Edgar Gousse : *Loin de Dieu et trop près des USA*. Cette fiction aborde les relations diplomatiques entre les États-Unis et Haïti. Une vie de combat.

Edgard Gousse est un écrivain et professeur de renom. Depuis les années soixante-dix, il a publié plus d'une trentaine d'œuvres sous des registres différents : roman, essai, poésie, biographie, etc. Journaliste de formation, il a conservé une

Son nouveau roman *Loin de Dieu et trop près des USA* suit le personnage de Monsieur Mamert, un homme retenu par le gouvernement américain pour une mission autour de l'Île-à-Vache. Cette mission a pour but, entre autres, d'assurer la mainmise des États-Unis sur le territoire d'Ayiti-Chérie (Haïti) et plusieurs de ces richesses sans considération pour la population locale.

Un écrivain militant

Edgar Gousse attache une grande importance à la défense d'Haïti, son pays natal. Pour lui, ce dernier est victime de « l'arrogance colonialiste des États-Unis et de l'avidité dévorante du belliqueux voisin à entasser les richesses ». M. Gousse explique que les États-Unis sont, en grande partie, responsables de l'histoire tragique et de la situation difficile d'Haïti. Autrement dit, *Loin de Dieu et trop près des USA* se veut un texte dénonciateur.

Edgar Gousse explique son nouveau roman en disant qu'il y « traite d'un sujet d'importance, [c'est-à-dire] de cette hégémonie impérialiste des États-Unis, qui ne reculent devant rien pour asseoir leurs tentacules invasifs et pervers partout dans le monde, mais plus particulièrement, dans notre propre cas, en Haïti, où toutes les décisions prises n'ont contribué qu'à détruire à petit feu la première République noire dans l'histoire moderne de l'hémisphère américain ».

L'écrivain se fait un devoir de confronter la fiction et la réalité. Pour lui, « peu importe la trame de fond du roman, les mots et le discours sont là pour susciter et assouvir la curiosité de la lectrice ou du lecteur et de là, réveiller les consciences endormies ».

Le roman comme instrument de transmission

Bien que pour lui tous les livres se valent, quel que soit le format, Edgar Gousse a choisi le roman avec *Loin de Dieu et trop près des USA*. Il considère cette forme assez malléable et plus facile à transmettre de main en main que le livre de référence. En effet, M. Gousse attache une grande importance à l'accessibilité de ces œuvres. Il veut que ces textes soient lus et facilement compréhensibles pour le lectorat afin que son propos soit diffusé le plus largement possible.

Chacun de ses romans se veut « un lieu de rencontre où est appelée à trôner, avant toute chose, la beauté de la langue, à travers des tournures qui se veulent charmantes, dans le simple but de captiver lectrices et lecteurs [...], et ceci, dans toutes les tranches d'âge. De fait, pour plaire, il faut savoir surprendre ». En tant qu'écrivain, il écrit en tenant compte de tout le monde, faisant de son lectorat un ensemble diversifié, mais réuni par l'amour de la langue et le désir d'apprendre.

Selon M. Gousse, ce qui fait le charme de l'écriture, c'est plutôt le lieu de « la



Le livre est copublié aux éditions du Cidihca et des Trois Amériques. Photo : Clarence Robitaille-Meloche / JDV.

rencontre», qui n'est pas forcément physique. Pour lui, le roman célèbre le partage avec les différentes cultures : « Chaque livre est une invitation, faite à la lectrice ou au lecteur, au voyage merveilleux, mais immobile, dans l'intimité psychologique de l'auteur. » En d'autres mots, Edgar Gousse applique le principe d'altérité dans son processus de création. Il a appris à se retrouver dans l'imaginaire de l'autre en se mettant à sa place, ce qui lui permet de se regarder à travers des yeux extérieurs. C'est également ce sentiment qu'il essaie de créer chez son lectorat. Il cherche à le pousser au questionnement et à lui apprendre à se transposer dans le regard d'une autre personne pour se voir autrement et devenir apte à se remettre en question. ■

« réveiller les consciences endormies »

grande curiosité et l'envie de traiter de tous les sujets d'actualité. C'est ce qui l'incite à explorer divers domaines et types d'écriture. Ces œuvres ont, cependant, toutes un point commun : elles sont politiquement engagées.

Prix Meilleure nouvelle 2024 Camille Vanderschelden

Le texte remporte le premier prix en raison de son style d'écriture soigné. Les références à la cuisine, tant dans le titre que dans les intertitres, sont un ajout intéressant à l'article, sans lui faire perdre son objectivité. Ce texte permet également d'en apprendre plus sur une initiative locale et s'en tient aux faits.

Prix Meilleure critique 2024 Hassan Laghcha

Ce texte a été choisi pour la clarté de son propos, sa structure, son style efficace et sa capacité à nous intéresser à son sujet. L'auteur a été en mesure de conserver l'aspect local de la nouvelle, tout en nous transportant dans le voyage international et personnel de l'artiste. C'est très informatif et écrit de manière claire et concise.



Partenariat Pour un ancrage communautaire de la musique classique



Hassan **Laghcha**

Journaliste

Le Centre d'appui aux communautés immigrantes (CACI) et Arion orchestre baroque s'associent pour faire découvrir aux nouveaux arrivants l'univers fascinant de la musique classique. Au programme de ce partenariat, des événements visant à renforcer le sentiment d'appartenance chez les néo-québécois en leur ouvrant les salles de concert et en leur permettant d'accéder aux coulisses pour satisfaire leur curiosité concernant les instruments de la musique baroque et les influences musicales qui inspirent l'orchestre.

« Il s'agit de donner aux nouveaux arrivants le goût de découvrir l'une des richesses culturelles qui distinguent leur nouveau milieu de vie, la musique baroque », dit Mathieu Lussier, directeur artistique de

« sortir du cadre habituel de la présentation des concerts »

l'orchestre. Ce musicien, résident de notre quartier, explique comment ce projet traduit la volonté des musiciens, des membres de la direction et du conseil d'administration de développer l'ancrage communautaire de cet



Arion orchestre baroque à la Maison symphonique, octobre 2024. Photo : Courtoisie Arion.

ensemble. « C'est très important pour nous, affirme-t-il, de voir que la musique baroque est toujours vivante, qu'elle a un rôle social à jouer et, surtout, qu'elle peut rejoindre, par exemple, des gens qui viennent d'ailleurs et qui ont à reconstruire leurs vies ici. »

Le pouvoir transformateur de la musique

En vertu de ce partenariat, une quinzaine de participants du CACI peuvent assister gratuitement aux concerts présentés par Arion Orchestre Baroque. La direction de celui-ci veut rendre les salles de concert plus accueillantes et inclusives pour les nouveaux arrivants. Sa nouvelle collaboration avec le CACI entre dans le cadre d'un programme plus global conçu pour renforcer son implication communautaire. Ce programme, qui consiste en une série d'événements organisés au profit des familles, des étudiants et des jeunes, vise à partager l'art et à cultiver l'appréciation de la musique classique chez différentes composantes de la communauté.

L'ensemble affirme ainsi sa conviction quant au pouvoir transformateur de la musique, qui transcende la langue et les différences culturelles. « Nous nous engageons à rendre à la communauté ce qu'elle nous a donné. On veut rejoindre des gens qui pensent que la musique classique n'est pas faite pour eux, leur rendre cette musique plus accessible », indique Mathieu. Il rêve d'avoir la possibilité de présenter sur une base régulière des concerts dans les locaux du CACI. L'ensemble donnera, d'ailleurs, un concert à l'inauguration des nouveaux locaux de cet organisme communautaire.

La révolte des anciens

Ce chef d'orchestre appelle de ses vœux le soutien philanthropique nécessaire pour assurer la pérennité de ce genre d'initiative qui permettrait de sortir du cadre habituel de la présentation des concerts. « C'est bien de présenter des concerts à la Salle Bourgie du Musée des beaux-arts de Montréal, par exemple. Mais c'est tout aussi agréable

d'amener notre musique là où sont les gens », relève-t-il.

À noter que Arion orchestre baroque présentera le 23 février à la Maison de la culture son spectacle pour les jeunes, La révolte des anciens, dans le cadre du programme du Conseil des arts de Montréal en tournée, qui promeut notamment les concerts de musique classique dans les arrondissements. Ce spectacle, prix Opus, est basé sur un mariage original entre de célèbres morceaux de la musique baroque et des influences pop rock modernes. L'ensemble souhaite avec cette création susciter l'intérêt des jeunes pour la musique ancienne. Elle traduit l'essence de la musique baroque, qui exprimait en son époque une certaine volonté de changement et d'ouverture des perspectives. « C'est une musique qui dans son essence reflète des contrastes et des oppositions qui sont des thèmes très proches de ce qui anime l'être adolescent dans sa volonté de rébellion contre la famille et l'ordre établi », évoque Mathieu Lussier. Il est convaincu que la musique classique doit « repenser sa façon d'être accessible. Repenser le format, le type de salles et les endroits où elle est présentée. [...] Les habitudes changent. Les gens veulent voir de la musique classique de façon différente. Il faut qu'on s'ajuste à cela, si on veut se développer. Le renouveau de la musique classique passe par son ancrage communautaire ».



Mathieu Lussier, directeur artistique de l'orchestre baroque Arion.

Photo : Courtoisie Arion

Le recensement des oiseaux de Noël



Jean Poitras

Chroniqueur

Le 14 décembre dernier, le Club d'Ornithologie d'Ahuntsic (COA) procédait à son 28^e recensement des oiseaux de Noël (RON).

Les 39 participants ont cumulé une liste de plus de 5200 oiseaux de 53 espèces différentes. En haut du palmarès, le Pigeon biset (domestique) récolte 1102 observations, suivi du Canard colvert avec 999 mentions, et de la Mésange à tête noire pointée 387 fois. Le Moineau domestique, pourtant si présent à mes mangeoires, arrive en quatrième place avec un compte de 335. Aucune nouvelle espèce cette année par rapport aux 128 recensées depuis le début de l'implication du COA en 1996.

Treize espèces n'ont eu qu'un seul individu observé cette année : le Garrot à œil d'or, le Petit Garrot, un hybride Canard colvert/Canard noir, le Grand Harle, l'Épervier brun, la Buse à épauettes, l'Aigle royal, la Gélinotte huppée, le Petit Duc maculé, la Petite Nyctale, le Pic flamboyant, le Troglodyte de Caroline, et le Quiscale bronzé.

Le territoire assigné au COA couvre une grande partie de Laval, ainsi qu'une partie des villes de Lorraine, Blainville, Terrebonne, Saint-Eustache et Sainte-Thérèse. Ce territoire est divisé en six zones de superficie inégales selon la densité du peuplement et par conséquent des routes qui les parcourent.

Le Roselin familial fut l'une des espèces observées et illustre cet article.

Historique

L'idée de tenir un recensement d'oiseaux à Noël est née à la fin du 18^e siècle après le triste constat d'un membre de la National Audubon Society, M. Frank Chapman, alors qu'une mode voulait que l'on abatte le plus d'oiseaux possible aux alentours de Noël, qu'on utilise ou non leurs carcasses.

Le premier recensement eut lieu le 25 décembre 1900 avec 28 participants de 25 régions aux États-Unis et au Canada; la récolte fut de 18 500 individus de 90 espèces différentes. L'idée fit son chemin et durant la période du 14 décembre 2022 au 5 janvier 2023, plus de 79 000 observateurs ont rapporté au-dessus de 40 millions d'oiseaux de 2 600 espèces en parcourant 2 625 endroits dans une vingtaine de pays.

Fonctionnement

Le recensement doit avoir lieu au cours d'une seule journée entre le 14 décembre et le 5 janvier. Le territoire assigné à chaque club ou association participante est de forme circulaire ayant un rayon de 12,1 km (7,5 miles).

Un groupe, pouvant aller jusqu'à 10 personnes, parcourt une partie délimitée de ce territoire et dénombre tous les oiseaux qu'il peut identifier sur cette partie de territoire. Ce groupe se déplace de telle façon que la majeure partie sinon la totalité de la partie de territoire soit inspectée.



Roselin femelle. Photo : Jean Poitras / JDV.



Roselin mâle. Photo : Jean Poitras / JDV.

Si l'on parcourt un chemin dans un sens et que l'on utilise le même chemin pour le retour, les oiseaux aperçus au retour ne seront pas comptés à moins qu'il ne s'agisse d'une espèce que l'on n'a pas observée à l'aller.

Une compilation est effectuée à la fin de la journée et les résultats sont envoyés à Études Oiseaux Canada (Canada Bird Studies), qui centralise et collige toutes les données du pays. Des organismes similaires existent pour les autres pays. Aux États-Unis, c'est le National Audubon Society qui effectue ce rôle.

Alternativement, on peut contribuer de deux autres façons; compter les oiseaux lors d'une promenade effectuée à titre individuel, ou compter les oiseaux se présentant à une mangeoire installée à son domicile. Dans un cas comme dans l'autre, il est préférable de communiquer d'avance avec le club ornithologique local qui organise un RON pour éviter un dédoublement des données recueillies.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Prenez avis que **Angela BALENZANO**, en son vivant domiciliée au 10032, Avenue Charton, Montréal, Québec, H2B 2C6, est décédée à Montréal, Québec, le 19 avril 2024.

Un inventaire des biens de sa succession a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés à l'étude de Me Giuseppe PALOMBI, notaire, située au 8000, boul. Langelier, bureau 508, Saint-Léonard, Québec, H1P 3K2.

Donné à Montréal, Québec, ce 11 février 2025.

Vito BALENZANO, liquidateur

Les loutres d'Ahuntsic : une rencontre hivernale



Anne Frédérique **Préaux**

Chargée de projet,
conception, GUEPE

De la fenêtre de la maison du Ruisseau, où notre équipe travaillait alors, on pouvait voir la neige tomber sur le marais du ruisseau Bertrand. Dans le froid de l'hiver, une scène fascinante s'offrait à nous à la péninsule du Bois-de-Liesse. Un groupe de loutres de rivière s'ébattait joyeusement, glissant gracieusement sur la glace et plongeant dans les eaux gelées à travers des brèches naturelles. Leur énergie semblait contraster avec la quiétude hivernale du marais silencieux.

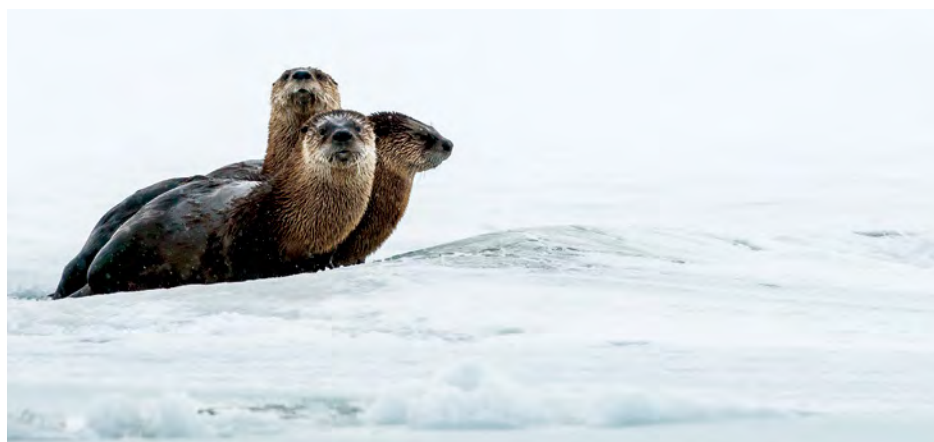
Les loutres de rivière sont de remarquables acrobates des milieux aquatiques, et leur survie en hiver repose sur un éventail d'adaptations fascinantes.

Leur pelage dense constitué de deux couches offre une isolation exceptionnelle contre le froid mordant. Une couche interne très fine de sous-pois les garde au chaud, tandis qu'une couche externe d'épaisse fourrure imperméable repousse l'eau glacée. De plus, ces mammifères possèdent des glandes produisant une huile qui aide à renforcer cette protection naturelle.

Mais ce n'est pas tout. Les loutres sont aussi capables de retenir leur souffle pendant plusieurs minutes, un atout crucial pour plonger sous la glace à la recherche de poissons et d'autres proies.

En hiver, elles choisissent de s'installer là où des zones de glace fragmentée facilitent l'accès à l'eau. Elles recherchent aussi des berges ayant des abris naturels ou pouvant être excavées.

De plus, il n'est pas rare de les voir actives de jour, bien que les loutres de rivière soient généralement nocturnes. Elles profitent ainsi des températures plus douces et de quelques rayons de soleil.



Loutres de rivière en hiver. Photo : Shutterstock.

La glisse et autres jeux

Un élément étonnant de leur comportement hivernal est leur utilisation de la glisse comme mode de déplacement. Sur la glace du marais, les loutres se propulsent avec leurs pattes puissantes, se laissant ensuite glisser sur leur ventre. Il n'est d'ailleurs pas rare d'observer des traces laissées par leurs glissades. Ce comportement, bien qu'amusant à observer, a aussi un objectif pratique : il permet d'économiser de l'énergie tout en se déplaçant efficacement.

Le groupe que j'ai eu la chance d'observer était composé d'une femelle adulte et de ses petits nés au printemps précédent, un regroupement typique chez les loutres de rivière. La mère ouvrait la marche, s'arrêtant régulièrement pour s'assurer que les trois petites loutres suivaient. Ces dernières glissaient maladroitement derrière elle, s'arrêtant parfois pour se chamailler joyeusement avant de repartir à toute vitesse. Les femelles jouent un rôle central dans l'éducation des jeunes, et l'hiver est une période d'apprentissage intensif. Le jeu, un élément omniprésent dans leur comportement, sert à développer des compétences essentielles à leur survie. En observant leurs glissades, leurs plonges et leurs chasses simulées, on comprend que ces activités leur enseignent non seulement à perfectionner leur habileté à attraper des proies, mais également à naviguer dans des environnements complexes, voire dangereux, ainsi qu'à construire des liens sociaux.

Nos parcs nature

Cette observation hors du commun dans la nature m'a fait réfléchir sur l'importance de prendre le temps d'explorer les parcs

en milieu urbain. Ils regorgent de secrets et de surprises. Visitez-vous régulièrement ces espaces? Les parcs-nature comme celui du Bois-de-Liesse ou de l'Île-de-la-Visitation, mais aussi le parc de la Merci ou des Bateliers, sont des havres parfaits pour observer non seulement les loutres, mais aussi d'autres mammifères semi-aquatiques actifs en hiver, comme les castors et les rats musqués. Ces créatures jouent un rôle vital dans leurs écosystèmes et nous offrent une occasion unique d'émerveillement, même dans le froid de l'hiver.

Alors, habillez-vous chaudement, munissez-vous de jumelles, et partez à la rencontre de la nature hivernale à deux pas de chez vous!



VIVEZ L'HIVER EN FAMILLE AVEC GUEPE

initiation à la survie douce - connexion à la nature - aménagement faunique



DÉTAILS ET
INSCRIPTIONS

ACTIVITÉS FAMILIALES EN NATURE
FÉVRIER ET MARS 2025



GUEPE.QC.CA

Cherche et trouve des activités hivernales



Lucie **Pilote**

Chroniqueuse

L'hiver, quelle merveilleuse saison !

Habillons chaudement et... allons jouer dehors avec une grande variété d'activités qui s'offre à nous.

A. Peux-tu identifier les activités hivernales que ces personnages pratiquent ?

B. De plus, quatre objets insolites ont été insérés dans cette illustration. Les as-tu trouvés aussi ?

Peut-être nous croiserons-nous bientôt dans un parc.

À la prochaine, **Lucie**



Réponse
Question B.

- fourchette • abeille • lampe • grille-pain •

Réponse
Question A.

- descente en traîneau (luge) • ski alpin • planche à neige •
- descente sur tube • vélo à pneus surdimensionnés •
- raquette • ski de randonnée • fabrication d'un bonhomme de neige • pelletage • bataille de boules de neige • traîneau à chiens • hockey sur glace • patinage • pêche blanche •





Quelle est la différence entre les friperies ?

Friperie Émilie • Boutique Renaissance • Le Chainon

Ces trois friperies sont toutes solidaires, mais elles ont des missions et des fonctionnements légèrement différents :

En tant que client, quelle serait la meilleure option de magasin de friperie ?



Pour le choix et la diversité

- 1 **BOUTIQUE RENAISSANCE** : Grand réseau de magasins avec beaucoup de choix (vêtements, meubles, livres, etc.).
- 2 **FRIPERIE ÉMILIE** : Sélection de vêtements de qualité et bien organisée, avec une rotation régulière.
- 3 **LE CHAÎNON** : Moins de volume, mais des articles de qualité.



Pour les petits budgets

- 1 **FRIPERIE ÉMILIE** : Prix abordables de vêtements et d'objets de toutes sortes, de qualité supérieure, et une approche solidaire.
- 2 **BOUTIQUE RENAISSANCE** : Beaucoup d'articles à bas prix, mais certaines pièces peuvent être plus chères.
- 3 **LE CHAÎNON** : Prix parfois plus élevés, mais les fonds vont directement à une bonne cause.



Pour l'impact social et environnemental

- 1 **FRIPERIE ÉMILIE** : Engagement fort pour l'économie circulaire et l'insertion socioprofessionnelle. De plus, la friperie Émilie remet des vêtements aux organismes communautaires pour aider les individus et familles financièrement précaires.
- 2 **LE CHAÎNON** : Soutien direct aux femmes en difficulté.
- 3 **BOUTIQUE RENAISSANCE** : Met l'accent sur l'emploi et la réutilisation, mais avec un modèle plus commercial.



Finalement, la Friperie Émilie est le meilleur choix ?

Si tu cherches une friperie abordable de qualité, engagée socialement et axée sur l'économie circulaire, alors Friperie Émilie est un excellent choix !

Elle combine :



Des **PRIX ACCESSIBLES** de produits de **QUALITÉ**



Un **IMPACT SOCIAL SIGNIFICATIF** qui redonne aux familles financièrement défavorisées



Une **APPROCHE ENVIRONNEMENTALE** (réduction du gaspillage textile)

Donc oui, Friperie Émilie est le meilleur choix entre les trois !

Mais qui est Émilie ?

Émilie Gamelin (1800-1851) était une religieuse et philanthrope québécoise, fondatrice des Sœurs de la Providence. Dédiée aux pauvres, malades et marginalisés, elle a ouvert des asiles et des refuges à Montréal. Son héritage perdure à travers l'action sociale et les institutions caritatives qu'elle a inspirées grâce à la Friperie Émilie.



Christine Gauthier, votre choix #1 à Ahuntsic depuis 25 ans



🏠 2+1 🏠 2+1
12277 Rue Desenclaves

🏠 2 🏠 2
10856 Rue Basile-Routhier #542

🏠 1 🏠 1
9615 Av. Papineau #318

🏠 3+1+1 🏠 3+1
9910-9914 Rue Clark

🏠 3 🏠 1
1475 Rue de Louvain E. #1



🏠 3+1 🏠 2
9397 Rue Lajeunesse

🏠 1 🏠 1
1 Rue De Castelnau O. #406

🏠 3 🏠 1
10645 Rue Berri

🏠 2 🏠 2
2855 Av. du Cosmodôme #1206

🏠 4+1 🏠 3+1
9875 Rue Laverdure

Envie de connaître la valeur de votre propriété ?

📞 Contactez-nous dès maintenant !

Avec notre expertise et notre approche innovante, obtenez une évaluation précise et gratuite de votre propriété. Ne manquez pas cette opportunité unique de collaborer avec le leader du marché.



**CHRISTINE
GAUTHIER**
IMMOBILIER

Christine Gauthier inc. Société par action d'un courtier immobilier. Christine Gauthier Immobilier, agence immobilière.

514 570-4444

christinegauthier.com

